# ce temps qu'on nous vole

Dans l'agglomération lyonnaise

Par Nathalie DULLIN

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 29 AVRIL 1977
N° 437 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission Paritaire 56 942
**

Agriculture :
**vers un affrontement CEE-Etats-Unis ?**

*Lire en page 2*

PLAN BARRE-BIS VOTÉ, MAIS...

## CRAQUEMENTS DANS LA MAJORITE

**Il y a plus de trois semaines que l'on parle de ce fameux plan d'action du gouvernement, destiné à donner un second souffle à la majorité après les municipales.**

**Tout avait été orchestré pour en faire l'événement, le point de départ d'une nouvelle offensive de la droite.**

**Et à quoi assiste-t-on, une fois de plus : au maintien du plan d'attaque contre les travailleurs, celui d'octobre, à quelques mesures démagogiques pour les vieux et les familles, à l'organisation du chômage.**

**Pour mieux prouver son caractère réactionnaire et donner des gages à la droite, Barre s'est permis, une fois de plus là encore, d'insulter les travailleurs, de traiter leurs grèves «d'indécentes», d'imputer la hausse des prix à des salaires trop élevés !**

**Hormis ces insultes, Barre a été hier obligé de faire passer au second plan ses mesures, pour se consacrer à la cohésion de «sa» majorité, mal en point après les discours de Labbé et Debré. Il y est parvenu, le plan Barre-bis est voté, mais en jouant sur le seul argument qui lui reste : celui de la raison, aucun des clans de la droite n'ayant intérêt à une crise aujourd'hui.**

**En somme, le capitaine a convaincu ceux qui se sont mutinés de ne pas quitter le navire — ils se noieraient — à défaut de cesser leur mutinerie.**

Procès Baader : prison à vie

## L'ALLEMAGNE DE LA TORTURE BLANCHE

Les prisonniers de la fraction armée rouge ont été condamnés à la prison à vie alors qu'ils n'assistaient même pas à leur procès dans la salle de Tribunal construite spécialement à cet effet, à Stammheim. Tout le procès a été l'occasion pour le gouvernement allemand de mettre au point une juridiction spéciale : les avocats pouvaient être arrêtés et condamnés pour la façon dont ils assuraient la défense, les inculpés pouvaient être expulsés et le procès se poursuivre en leur absence. Leur séjour en prison a servi à mettre au point la torture blanche : isolement sensoriel, interdiction de toutes les visites.

Procès exemplaire du modèle allemand que Schmidt propose à l'Europe. Toutes les mesures prises visaient à briser les prisonniers à leur ôter toute dignité. Il n'y est plus parvenu. Les accusés ont refusé de plier et de poursuivre aujourd'hui encore au bout de 15 mois de procès, la grève de la faim.

Responsables de la mort d'un ouvrier à Chalampé

**5 PDG DE RHÔNE POULENC INCULPÉS**

*Lire nos informations page 6*

Ekofisk (Mer du Nord)

## ÉCHEC DES PREMIÈRES TENTATIVES DE COLMATAGE

*Lire nos informations page 6*

SECTEUR PUBLIC

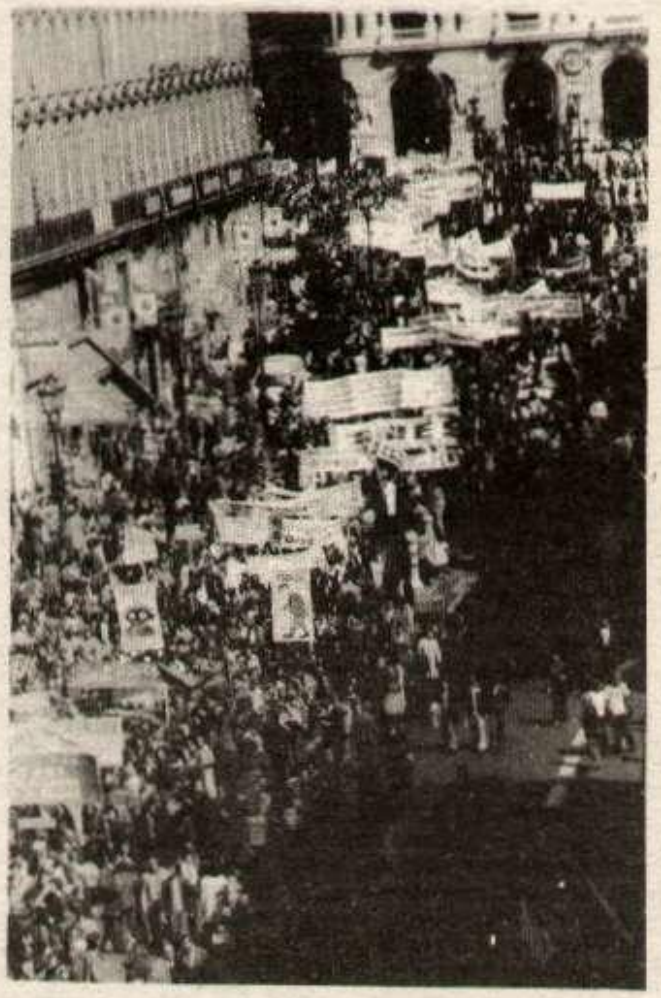
# MOUVEMENT LARGEMENT SUIVI

## CONTRE LE PLAN BARRE, DE TELLES JOURNÉES D'ACTION NE SAURAIENT SUFFIRE.

Trains au repos, courrier non distribué, coupures d'électricité, transports en commun bloqués dans les grandes villes : le mouvement d'hier, dans le secteur public et nationalisé, n'aura pas pu passer inaperçu. Sans aucun doute, il a été plus que lors des journées d'action strictement catégorielles.

Les manifestations, à Paris et en province, ont témoigné de la mobilisation réelle dans ces catégories soumises au blocage des salaires organisé depuis l'automne. Les mots d'ordre contre le plan Barre dominaient largement dans des cortèges combatifs. A Paris, où les éboueurs affrontés depuis huit jours à Chirac, ouvraient la marche, hospitaliers et municipaux étaient venus particulièrement nombreux : les postiers et les électriciens participaient assez largement à la manifestation.

Que ce soit sur les lieux de travail, dans les mots d'ordre des manifestations, dans les discussions le long des cortèges, une forte volonté de lutte était présente. De plus en plus nombreux sont ceux qui s'interrogent sur l'attitude des directions confédérales, qui ne se contentent plus des déclarations affirmant *«qu'il ne faut pas attendre 78»*.



Dans certains secteurs, cette volonté s'est affirmée lors des assemblées générales du personnel ; l'idée qu'il faudra affronter les directions liées aux partis de gauche pour déboucher sur la véritable riposte au plan gouvernemental fait son chemin.

**VOIR NOS INFORMATIONS PAGE 5**

DOSSIER

## AGRICULTURE

# VERS UN AFFRONTEMENT CEE ETATS UNIS ?

**Par Bernard PELO**

***Le 26 avril à la première heure, les ministres de l'agriculture de la CEE arrivaient à un compromis sur la fixation des prix des produits agricoles pour la campagne 77-78. Les prix communs seront relevés en moyenne de 3,5%. En France, la hausse sera de 6,5% en moyenne. Encore une fois ce sont les céréaliers, puisamment organisés, représentant l'agriculture la plus riche, qui bénéficient de la plus forte hausse. Le blé est en hausse de 6,65%, et l'orge et le maïs de 7,45%, ce sont là des prix indicatifs, planchers au-dessous desquels on ne peut, théoriquement, descendre, ce qui est le cas pour les céréales, vu qu'à travers l'ONIC - (office national des céréales), les producteurs sont bien organisés.***

***Mais pour d'autres productions, en particulier le vin qui n'augmente que de 5,8%, la pratique des ristournes par «dessous de table» est générale, les négociants refusant d'acheter au prix indicatif. Les légumes et les fruits aux aussi ont enregistré une hausse plus faible que la moyenne, 6,05%, et les producteurs de lait (5,8%) seront en outre taxés à partir du premier septembre, d'un prélèvement de 1,5% destiné au financement de la résorbtion des éxédents laitiers.***

### LES BRITANNIQUES JOUENT LA CARTE AMÉRICAINE

À Luxembourg, l'enjeu était de faire accepter par le Royaume-Uni une augmentation de la consommation du beurre produit par le Marché commun, mais les Anglais ont imposé que cette préférence accordée au produit européen soit assortie d'une aide à la consommation prélevée sur la caisse de la communauté.

L'exigence britannique est en contradiction avec la politique de la CEE agricole.

Le Marché commun agricole est fondé sur le soutien des produits, avec la subventions au prix à la production pour que ceux-ci soient compétitifs. Les britanniques voudraient que le système repose sur une aide à la consommation.

Cette attitude est directement dictée par les États-Unis qui souhaitent transformer la CEE en une simple *zone de libre échange* dans laquelle ils domineraient les secteurs-clef de l'économie.

Les liens étroits entre le Royaume-Uni et les USA sont mis en lumière par l'attitude des Anglais qui président actuellement les commissions du Marché commun ; ils jouent la carte de l'Europe Atlantique tournée vers les USA.

### LA POLITIQUE DE DOMINATION DES USA

Les États-Unis ont pour objectif de faire de l'Europe agricole une productrice exclusive de viande, ce qui la rendrait dépendante de la production végétale des USA.

La nouvelle administration américaine renforce le développement de son agriculture qui avait été fixé par Nixon jusqu'en 73. Les dirigeants américains, à l'image du producteur de cacahouètes Carter, cherchent à faire des USA le grenier à céréales du monde.

Les USA produisent déjà 50% du blé et du maïs mondial et 80% du soja nécessaire à l'alimentation du bétail. Pour leur économie cela représente 1/4 des ventes à l'exportation soit 22 milliards de dollars en 76 ; les produits agricoles viennent ainsi en tête des exportations américaines.

Par la main-mise sur les organismes internationaux dépendant de l'ONU, les USA veulent se réserver la possibilité d'affamer, ou non, le monde entier, et en particulier les pays du Tiers-Monde qui attendent de la F.A.O. (Fondation pour l'alimentation dépendant de l'ONU) une assistance alimentaire s'élevant à 85 millions de tonnes par an (prévisions pour 1985).

Le cadre choisi pour négocier le marché mondial est le GATT (*Général Agreement for Tariff and Trade*) qui siège à Genève. Dans ce cadre, les USA visent à créer une interdépendance totale des systèmes agricoles et alimentaires du monde entier, dominée par eux.

L'Europe transformée en vaste zone d'élevage comme le souhaitent les USA, abandonnerait ses productions vivrières complémentaires et dépendrait totalement de l'impérialisme américain.

Ces visées impérialistes se traduisent par une politique libre-échangiste des USA en agriculture, certains qu'ils sont d'écraser les agricultures des autres pays et de la CEE en particulier.

Critiquant et combattant, par Grande-Bretagne interposée, les USA sont pour une politique de *«vérité des prix»* qui dans l'économie capitaliste conduit inéluctablement à l'écrasement de paysans dont le productivité est la moins grande.

### LA CEE A-T-ELLE LES ARMES POUR RÉPONDRE ?

Il semble que les pays impérialistes de second ordre, pays qui composent la CEE, aient peu de chance de résister à la pression américaine.

Ces pays sont eux-mêmes dans la contradiction qui consiste à spécialiser leur agriculture en éliminant brutalement les petits paysans.

On le voit bien en ce qui concerne le lait, et le vin : la production de lait doit faire la place à la production de viande, pour laquelle le niveau de spécialisation et l'importance des investissements en capitaux éliminent les petits paysans.

En première analyse, le formidable développement de la culture céréalière américaine (ensemage par avion, inutilité des labours due à des techniques qui stimulent les grains (celles-ci s'enfoncent seules dans la terre) permet une productivité énorme par rapport aux pays de la CEE, et de la France en particulier. La concentration des capitaux est considérable et si en France la Banque la Hénin possède 1 700 ha de vignobles, c'est 50 000 ha qui, pour commencer précise-t-on, appartiennent à la Banque of American du San Francisco. ITT, Standard Oil, Bœing, investissent massivement dans l'agriculture.

En Europe les bourgeoisies ne peuvent que difficilement s'opposer à la spécialisation que leur proposent les USA.

Cependant, les intérêts sont actuellement différents et c'est en ce sens que l'on peut lire le rapport de Alain Bienaymé pour le Conseil économique et social. Il propose que la CEE se dote d'une politique d'exportation et de coopération agricoles avec les pays du Tiers-Monde. Le prétexte saisi est l'aide humanitaire à la partie du monde qui a faim.

En fait c'est le combat d'un sous-impérialisme secondaire pour faire payer aux peuples du Tiers-Monde la restructuration de son agriculture.

*«L'Europe doit exercer une présence active sur le marché mondial agricole, et plus particulièrement sur celui des céréales».*

Voilà pour les intentions.

*«L'Europe doit réviser la conception traditionnelle de l'aide qu'elle pratique (à l'égard des pays du Tiers-Monde)...et préconiser des* contrats de génération». liant à long terme les pays entre eux. *«Les accords de Lomé annoncent ce contrat de génération. La caractère à la fois généreux et réaliste des nationalisations politiques...»*

Ce verbiage humanitaire cache mal la volonté de renforcer l'impérialisme des pays de la CEE. Mais en même temps la pression à l'intérieur même de ces pays exercée par les paysans qui refusent de se laisser reconvertir ou chasser de leurs terres conduit le conseil à la prudence : *«L'Europe doit établir les règlements propres à assurer l'organisation de productions et la discipline de mise en marché des fruits, des légumes et du vin...Il faut exclure toute spécialisation absolue de nature à entraîner en certaines régions la disparition totale d'une production...».*

Cette prudence est politique car la capacité de lutte des viticulteurs qui ont manifesté leur refus d'être chassés parce que jugés non rentables, conduit la classe au pouvoir à éviter ce qui constituerait une provocation évidente.

Cependant pour conclure, le rapport souligne que le développement de l'agriculture est intimement lié aux rapports de l'industrie.

Dans ce système les petits paysans n'ont qu'une seule place, celle de la lutte.

### DESSOUS DE TABLE

**La CEE détermine un prix indicatif au-dessous duquel aucun produit ne peut se commercialiser. Pour le vin, après l'accord entre producteurs et négociants sous l'arbitrage du gouvernement, le prix du marché, prix dit d'intervention, était fixé à 10,50 F le degré hecto en 1976. Ce prix, pourtant déjà très bas (les viticulteurs réclament 12,50 F le degré hecto) n'a pratiquement jamais été respecté. Pour chaque transaction, les factures portent bien l'indication de vente au cours, 10,50 F, mais en fait, le négociant qui refuse l'achat de vin à ce prix-là, impose une restitution de la main à la main d'une somme correspondant à la différence entre le montant de la facture et le prix auquel il veut bien payer le vin (9 F et même 7,50 le degré hecto).**

**Nota : 9 F le degré hecto équivaut à payer 90 centimes pour un litre de 10 degrés.**

## DEUX CONCEPTIONS DE LA POLITIQUE AGRICOLE EUROPÉENNE

Le refus de la Grande-Bretagne de soutenir le système de montants compensatoires monétaires semble à première vue contradictoire avec ses propres intérêts. En effet les montants compensatoires ont pour effet de permettre aux produits européens d'être vendus en Grande-Bretagne 50% moins cher que le prix indicatif européen. En 77-78, il en coûtera 5 millions de francs au FEOGA (Fonds européens d'orientation et de garantie agricole) pour empêcher un réajustement brutal en hausse des prix des denrées alimentaires en Grande-Bretagne. Cette mesure d'aide qui avait été accordée au Royaume-Uni afin d'entrer dans le Marché Commun, doit prendre fin en décembre 78. La perspective de la hausse des prix à cette date fait que les Britanniques souhaitent modifier le système européen d'ici là.

Dès le siècle dernier, le développement du capitalisme britannique a provoqué une transformation rapide de son agriculture. En refusant les barrières douanières qui protégeaient les produits agricoles, permettant le maintien d'une paysannerie nombreuse, les Anglais ont cherché à s'approvisionner au meilleur compte, dans les pays qui bénéficient de la meilleure productivité (Australie, Nouvelle Zélande etc...). Le système de libre-échange mis en place, a liquidé tous les secteurs de la production agricole non compétitifs face aux cultures et élevages industriels des pays tels que l'Australie, la Nouvelle Zélande, les USA. Cette politique permettait de nourrir à peu de frais une classe ouvrière nombreuse et d'économiser le coût d'un soutien à une agriculture peu développée. La brutalité de l'opération a été telle que les campagnes se sont rapidement vidées. Cette politique n'a pas été possible de la même façon sur le continent, en particulier en France.

Pour conserver une paysannerie nombreuse jusqu'à ces dernières décennies, la France a instauré des barrières douanières sous l'impulsion du premier ministre de l'agriculture Méline (III[e] République).

Lors de l'instauration du Marché Commun, les mêmes règles de protection ont été reconduites au niveau européen. Les montants compensatoires devaient permettre le réajustement des prix au passage des frontières. L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, allait remettre en cause le système adopté par les six pays, premiers adhérents de la CEE. Refusant, au nom du «libre-échangisme» le système des prix garantis aux producteurs et les montants compensatoires qui en découlent, du fait de la différence de la parité des monnaies, la Grande-Bretagne propose à la place un soutien à la consommation. Ce qu'elle a obtenu, le 25 avril à Luxembourg, pour le beurre ! C'est dans la logique de cette politique que les Britanniques ont refusé de subventionner les exportations de beurre dans les pays de l'Est, car cela aurait correspondu à une extension du rôle des montants compensatoires monétaires.

PLAN BARRE-BIS VOTÉ, MAIS...

# CRAQUEMENTS DANS LA MAJORITE

**L'assemblée nationale a connu le premier grand affrontement de sa session de printemps. Pas un affrontement entre la gauche et la droite, car la supériorité numérique des députés de ce qui s'appelle encore la majorité est écrasante, mais un affrontement au sein même de la droite. On était loin des escarmouches des années précédentes, sur les plus-values par exemples, escarmouches qui pourtant avaient révélé les failles de la droite qui ne cessent aujourd'hui de s'approfondir. Depuis l'intervention de Debré mercredi, et celle de Barre hier, on en a presque oublié ce qui constituait pourtant le thème du débat : le plan Barre-bis. Il est vrai que les quelques mesures dérisoires de celui-ci, «en faveur» des vieux, des familles et des jeunes sans emploi, s'oublieront bien vite, et que c'est avant tout la hausse du prix de l'essence qui rappellera le plan Barre-bis. Seuls les patrons s'intéresseront encore un temps à ces mesures, puisqu'elles leur fourniront de nouveaux capitaux.**

Un perspicace député de la majorité, Zeller, a cru remarquer que le premier exposé de Barre, et donc le programme d'action du gouvernement, révélait *«un certain aspect d'improvisation pré et post électoral»*, et c'est bien de cela qu'il s'agit. L'ombre des législatives planait sur les débats parlementaires, que se soit à gauche, où la proximité d'une probable victoire donne de l'assurance, et à droite où on cherche désespérément les moyens de s'en sortir. Sur le fond, la divergence reste la même : quel est le meilleur moyen de gagner les élections, par une action politique d'envergure, c'est la solution RPR, ou par une remise en ordre de l'économie, c'est la solution Barre.

Ces trois jours d'activité parlementaire auront apporté des éléments nouveaux dans la division de la majorité. Les propos sans ambages de Labbé, tout d'abord, et le premier ministre a fait remarquer qu'il y avait une différence entre ce que Labbé, porte-parole du groupe RPR, avait dit à l'assemblée, et ce qu'il avait dit en tête à tête à Barre quand il l'avait rencontré samedi dernier, pour l'assurer du vote RPR. La virulente diatribe de Debré mercredi a également contribué à ce pas nouveau dans la division de la majorité, par les accusations de faiblesse qu'il portait sur le gouvernement, sur Barre, et sur

Giscard derrière lui, et aussi par le fait que de très nombreux députés RI ou réformateurs ont applaudi à tout rompre ce «baron» du gaullisme traditionnel.

Hier, Barre n'a pu se dérober, il n'a pas pu esquiver les accusations portées par Debré, il lui a bien fallu aborder le domaine de la «politique» et celui de la cohésion de la majorité. Il l'a d'ailleurs fait avec une certaine habilité tactique : en s'en prenant au programme commun, et à Mitterrand en particulier, et c'est là un domaine où il était sûr de recueillir des applaudissements à droite. En s'adressant ensuite à Debré, soulignant au passage que si les autres orateurs de la majorité avaient porté des critiques, ils n'avaient jamais fourni de solutions. Citant De Gaulle à deux reprises, Barre entendait par là se placer sur le terrain gaulliste, celui de Debré, qui s'est d'ailleurs vu gratifier à maintes reprises, (est-ce de l'ironie ?) du titre de «monsieur le premier ministre». Dernière habilité tactique de Barre : celle qui consiste à mettre le RPR devant ses responsabilités. *«La confiance ne se marchande pas, elle se donne ou elle se refuse»*. On peut imaginer la réunion houleuse des parlementaires RPR pendant la suspension de séance qui a suivie l'intervention de Barre : quelle attitude prendre, provoquer une crise parlementaire, avec tout ce que cela comporte de risque d'élections anticipées et de victoire de la gauche, ou finalement voter le plan Barre-bis, tout en grognant certes.

Un député RPR disait à la sortie que c'est Chirac en personne qui avait insisté pour voter le plan Barre-bis, et que sans lui les trois quarts des RPR ne seraient abstenus... Si l'on se place d'un point de vue strictement chiffré, Barre a donc gagné sa nouvelle bataille avec le RPR : son plan a été voté par une majorité de la majorité.

Mais l'essentiel n'est pas là. C'est à la suite de la défaite de la droite aux municipales que le gouvernement a été remanié, et dans le but explicite de préparer les législatives de 78. C'est également dans l'optique de 78 que le nouveau gouvernement s'est réuni en semaine à Rambouillet pour préparer un «plan d'action de 12 mois». Or, c'est en présentant ce plan d'action que la majorité connait sa plus grave crise parlementaire depuis longtemps. Plus l'échéance fatidique approche, et plus la faille s'agrandit entre les partis de la droite. Et il reste encore 10 mois, et de brûlants sujets de discordes, le parlement européen par exemple, que Barre ne pourra éviter comme il compte faire pour la proportionnelle. Un pénible chemin de croix en perspective pour Barre et la droite...

## Barre a divisé son discours en trois partie

### SON PLAN, LA «POLITIQUE» ET LA CONFIANCE

**SON PLAN :**

*Il ne faut pas oublier la hausse des matières premières, la hausse des rémunérations, la hausse nécessaire des tarifs publics. Les indices des prix des prochains mois seront forts pour cette raison.*

**LA POLITIQUE**

*D'autres orateurs, ceux-là pour une bonne part de la majorité, me disent «Où est le grand dessein, où est le souffle» ? Mais je n'ai rien entendu, ni quant au dessein, ni rien ressenti quant au souffle, sinon le cyclone du programme commun ; ailleurs pas la moindre brise, à l'exception de ce que vous avez dit, monsieur Debré.*

**BARRE ÉVOQUE ENSUITE LA GREVE D'HIER**

*Aujourd'hui, une fois encore, alors que l'assemblée nationale délibère sur la politique de la France, les manifestations, les grèves, comme en octobre de l'année dernière, dans les mêmes circonstances, tentent de peser sur les délibérations et les décisions de l'assemblée. Comment ne pas souligner ce que peuvent avoir d'indécent des grèves du secteur nationalisé, où l'emploi est garanti, au moment même où nous discutons de la situation gravè du chômage et où nous recherchons les moyens de le réduire. Comment ne pas trouver indécent que ce matin, alors que le métro marchait en dépit des ordres de grève, d'autres grévistes aient coupé le courant. Où est la liberté de travail ? Je trouve cela profondément regrettable que dans un temps où les Français devraient se serrer les coudes et faire front pour aider le pays à sortir de la crise.*

**A PROPOS DE LA PROPORTIONNELLE, BARRE A DONNÉ SON «SENTIMENT PERSONNEL»**

*Quel intérêt y a-t-il à changer la loi électorale si la majorité est unie. Ma réponse est : il n'y en a aucun. Mais il faut que la majorité soit unie.*

**IL ABORDE ENSUITE LE THEME DE LA «CONFIANCE»**

*N'y a-t-il pas quelque bonne raison d'inspirer une campagne où on me représente comme une sorte de nimbus plongé sur les indices et le nez sur un cours du change.*

*Ou comme un théoricien diaphane méprisant la politique. Cette campagne-là, par quoi, et par qui est-elle inspirée ?*

*Je voudrais dire à monsieur Labbé que je n'ai pu reconnaître dans son discours l'esprit qui a toujours présidé à nos conversations, ni le style qui avait été jusque-là le sien. (Très vifs remous du côté du RPR).*

*Vous comprenez qu'un gouvernement ne peut accepter une telle attitude de la part de la formation la plus importante de la majorité.*

*Veut-on, jour après jour, battre en brèche l'action du gouvernement, ou le soumettre à des sommations, en écoutant certaines interventions, c'est le sentiment que je n'ai pu m'empêcher d'avoir.*

## LE DÉBAT PARLEMENTAIRE

Après la présentation du plan gouvernemental devant l'assemblée nationale, et l'offensive à laquelle elle a donné lieu du côté du RPR, les réactions se sont multipliées dans les milieux politiques, particulièrement ceux de la «majorité». Chacun sent bien, de ce côté-là, qu'il s'agit aujourd'hui de prendre date, de commencer à se situer pour les affrontements qui ne manqueront pas de se produire encore d'ici mars 78.

### Les conquérants du RPR

Naturellement, les responsables du RPR poursuivent leur affirmation d'indépendance par rapport au gouvernement. Ainsi, Monod, secrétaire général des ex-gaullistes, tout en reconnaissant : *«la majorité sera conduite aux élections par le chef naturel de la majorité qu'est le premier ministre»*, insiste immédiatement : *«la bataille qui va se dérouler à travers tout le pays sera menée par les chefs des mouvements politiques, et il est normal que le chef de la partie la plus importante de la majorité en soit le protagoniste numéro un»*. Ce qui revient à dire : d'accord pour que Barre soit le chef, mais il faut que le chef ce soit Chirac.

### Tristement fidèles : les RI

C'est du côté des républicains indépendants que Barre est parvenu à trouver un soutien sans faille : cela fait bien peu. Chinaud est quand même monté à la tribune pour attaquer le RPR à mots même pas couverts : : *«Ne vous laissez pas décourager par le trop souvent étroit milieu politique»*, a-t-il dit à Barre, *«Certains auraient voulu trouver dans votre plan je ne sais quel programme électoral. Ce serait pour nous une grave déviation de nos institutions. Votre gouvernement sera convaincant parce qu'il est éloigné du charlatanisme politique»*. Charlatanisme dont, naturellement, Debré allait donner un échantillon tout de suite après.

### Rififi chez les radicaux

Du côté du «centre», les choses ne sont pas aussi claires. En particulier, au parti radical : le bureau national publiait en effet un communiqué estimant : *«Face à la crise de confiance et aux aspirations des Français, ces mesures, pour utiles qu'elles soient, demeurent mineures et ponctuelles. Dès lors, les radicaux ne peuvent y voir la grande politique annoncée et que le pays attend. Ils ne sauraient cautionner cette carence»*. Langage rappelant étonamment celui de Debré à la tribune. Aussi, le ministre radical Rossi, le seul qui reste après le départ de Durafour et de Brousse, s'empressait de corriger : *«A la veille d'un prochain congrès du parti radical, on prête à celui-ci à la fois la tentation d'une cure d'opposition et l'attraction irrésistible vers telle ou telle formation de la majorité, en oubliant simplement que les radicaux veulent rester eux-mêmes»* : allons, l'accord ne sera pas facile à faire , à ce congrès qui s'annonce.

Soustelle lui-même, devenu «réformateur», a jugé bon aussi de se démarquer un peu : selon lui, le gouvernement n'attaque pas assez *«l'imposture et le vide du programme commun»*.

### Le PCF imperturbable

Du côté de l'opposition, Mitterand n'avait pas manqué dès avant les prises de position publiques des dirigeants RPR, d'ironiser sur le manque de confiance de la «majorité» envers son gouvernement. Dubedout, après l'intervention de Debré, a conclu, reprenant le premier secrétaire du PS qui avait parlé de sursis pour le gouvernement : *«après l'intervention de Michel Debré, on peut se demander si ce sursis ne vient pas d'expirer»*.

Seul le PCF reste imperturbable : d'après l'éditorial de l'*Humanité*, *«les forces coalisées de la réaction ont absolument besoin de se différencier en apparence pour essayer de maintenir dans leur orbite politique leurs électeurs qui aspirent au changement»*. Peut-être pourrait-on suggérer au PCF que, précisément, ces forces-là ne sont pas tout à fait d'accord sur la manière de remplir cet objectif...

# LUTTES OUVRIERES

## Seine Maritime

## *La situation de l'emploi s'aggrave*

**De notre bureau de presse de Rouen**

### St Etienne du Rouvray

Les Fonderies Lorraines en chômage technique : les horaires des 262 personnes de cette usine, à partir du 1er mai, se trouvent réduites à 32 h par semaine sans compensation de salaire ; situation provisoire pour la direction, une réduction d'effectifs pourrait bien intervenir avant la fin de l'année.

L'usine de St Etienne du Rouvray, du groupe St Gobain-Pontamousson, (fournisseur de l'armée française en obus, dès 1915), devait se spécialiser dans divers domaines, dont les sabots de frein pour chemins de fer. Ce secteur représente à l'heure actuelle, 80% de la production, le reste est consacré à la fabrication de pièces pour l'industrie automobile.

L'usine emploie un fort contingent de travailleurs immigrés, surtout des Mauritaniens et Sénégalais organisés dans une section syndicale CFDT majoritaire. L'avenir pour les 262 travailleurs de cette fonderie ne s'annonce pas souriant, ceux-ci restent vigilants et mobilisés !

## Elbœuf

### Aujourd'hui 260 licenciements à la MEV

260 salariés de la Manufacture Elbeuvienne de vêtements sont licenciés aujourd'hui vendredi 29 avril. Après la fermeture des Ets Blin et Billet, cette liquidation aggrave la situation dans la région.

Créée en 1910, cette entreprise de confection employait 550 salariés en 1967. Un premier wagon de licenciements devait intervenir en 1974, les effectifs tombaient à 260 personnes dont 90 sont des travailleuses avec des anciennetés allant jusqu'à 43 années, trop âgées pour trouver un emploi. En 4 ans, la situation financière de l'entreprise n'a fait que s'aggraver, avec un déficit de plus de 1,5 milliard d'anciens francs. Refusant toute augmentation de salaire et l'amélioration des conditions de travail, la direction n'avait qu'un objectif : faire trimer ses ouvriers et valser avec des dizaines de millions dans des opérations immobilières. Le canton d'Elbeuf a plus de 2.000 chômeurs pointant à l'ANPE, sans compter les jeunes et les femmes et tous ceux qui ne sont pas inscrits, cela sur une population active de 21 000 salariés. 50% de ces chômeurs ont moins de 25 ans et 60% sont des femmes.

## Plizer (Massy)

## 10e jour de grève pour les 500 F et l'embauche des intérimaires

Chez Plizer-Massy, l'un des premiers trusts pharmaceutiques mondiaux, les ouvriers se sont mis massivement en grève à 80%, depuis le 20 avril, devant le refus de la direction de satisfaire les revendications déposées depuis deux ans, et obtenir satisfaction entre autres sur :

—relèvement des bas salaires : 400 à 500 F pour les plus bas et suivant un système dégressif et 2% pour tous.

—prime de vacances : 1 500 F par adulte, 1 300 F par enfant.

—embauche immédiate de tout le personnel intérimaire et temporaire.

—paiement pour tous les temps de repas

—réduction de la charge de travail de nuit et réduction du plan de travail : 5e équipe et 33 heures 36 pour les 4×8, 36 heures pour les 3×8 et 38 heures pour les 2×8.

—5esemaine de congé payé

Un comité de grève a été élu. Les 5 réunions de négociation avec la direction locale, n'ont abouti à rien. En effet, celle-ci se retranche derrière le plan de Barre et refuse de discuter de l'ensemble des négociations prétextant que certains sont du ressort du trust tout entier (des salaires en particulier). Les ouvriers sont conscients que le conflit risque de durer. Ils ont entrepris de populariser leur lutte, dans la zone industrielle en organisant des distributions de tracts et des discussions aux portes des autres usines.

Les responsables de la section CGT se sont rendus le 27 avril au conseil municipal (union de la gauche, maire PS). Après s'être apitoyé sur le sort des ouvriers, et leurs conditions de travail, les élus *«socialistes»* se sont généreusement cotisés pour leur offrir...500 F. (Il y a une centaine de grévistes). Le soutien que la municipalité compte offrir aux travailleurs se limite à une intervention à la préfecture et au cas où la grève durerait plus de deux semaines, à la gratuité de la cantine scolaire, pour les enfants des ouvriers qui habitent à Massy. Rappelons qu'il y a deux semaines, le préfet a envoyé les flics au foyer Sonacotra en grève des loyers à Massy. Plusieurs dizaines de travailleurs ont été expulsés de France, sans direction de la mairie.

Plus que jamais, c'est l'unité des travailleurs dans la lutte qui est nécessaire face à l'intransigeance patronale et au plan Barre.

Correspondant Massy

### THIONVILLE

***Hier après-midi, lors de l'inauguration de la foire-exposition de Thionville, à 15h, les délégations des travailleurs de Soloci-Solomi Satram, Fillod (Florange), SILF (Hayange), se sont rassemblés pour y accueillir les autorités et le préfet qui n'ont pas daigné se déplacer. C'est ensuite aux cris de «Travailleurs oui ! Chômeurs non !», «Union, action, occupation !» qu'environ 150 travailleurs ont parcouru les allées de la foire.***

# POLITIQUE

## Le plan Barre en faillite

## +0,9% D'INFLATION EN MARS

0,9 % d'augmentation des prix pour mars, voila un beau résultat ! C'est là toute l'efficacité d'un plan présenté par la bourgeoisie comme l'arme absolue contre l'inflation.

En septembre 1976, Barre, présentant son plan, donnait le ton : *«la progression des rémunérations constitue, dans les circonstances actuelles, le facteur essentiel de hausse des coûts»*. Depuis, les travailleurs ont apprécié l'efficacité de ce plan, bien aidé, le cas échéant, par les flics, dans le domaine du blocage des salaires. Qu'en est-il de la répercussion de ce bel exploit au niveau des prix ? Toujours en septembre, le plan précisait : *«Pour 1977, le gouvernement a retenu comme terme de référence des décisions de l'Etat une norme de progression des prix de 6.5 % entre le 1er janvier et le 31 décembre»*. Entre temps, c'est à dire du 15 septembre au 31 décembre 1976. *«les prix de tous les produits et tous les services sont, en principe, gelés au niveau atteint le 15 septembre 1976»*.

Dans un premier temps ce bloquage des prix a effectivement permis un ralentissement de l'indice INSEE, dont on connaît l'objectivité! Mais les augmentations prévues durant cette période ont simplement été différées au mois de janvier. C'est ainsi que, pour camoufler cette hausse spectaculaire, le gouvernement a lancé sa fameuse opération «baisse de TVA». Il obtient de cette manière un indice de 0,3 % en janvier. Mais en regardant de plus près, on s'aperçoit que ce «bon» résultat est dû aux «Produits Manufacturés : -0,2 %» alors que les produits alimentaires et les services continuent (+ 0,7 %).

En février, les gadgets de Barre perdent de leur efficacité dans l'art du camouflage : 0,7 % (toujours INSEE). Mars, 0,9 % et ce n'est pas fini : l'indice d'avril sera très mauvais (+1,2 %) dit-on à cause de la hausse des services publics. A ce propos, d'ailleurs on a sérieusement tiré sur la ficelle: les tarifs SNCF n'ont augmenté que le 18 avril, date à laquelle la répercussion ne se fera que sur l'indice de mai ; on étale au maximum! Ce qui permet de penser, avec l'augmentation des carburants, un indice pour mai du même ordre.

Mais cette hausse généralisée se répartit inégalement: le secteur le plus touché est, comme par hasard, les produits alimentaires (1,2 % en mars). Les fruits et légumes ne sont pas épargnés, bien au contraire, notamment par

l'effet d'un autre des nombreux trucages dont la bourgeoisie a le secret, qui a consisté à «désaisonaliser» les statistiques, c'est à dire gommer les variations saisonnières.

Les produits manufacturés reprennent (0,8 %), signe bien concret que la baisse de la TVA a eu un effet à très court terme.

Enfin les services (0,7 %) continuent régulièrement leur ascension.

Voilà pour les faits. Après ça M. Barre pourra toujours déclarer que *«les facteurs clefs de l'inflation étaient désormais contrôlés»* comme il l'a fait, avec beaucoup d'aplomb, mardi à l'Assemblée. A qui voudrait-il faire croire ça ? Déjà, il a marqué un premier recul par rapport à l'objectif initial de 6,5 %, en affirmant que pour 1977, l'indice sera inférieur à 10%. C'est déjà plus la même chose. A quand l'annonce d'une inflation *«à deux chiffres»* ?

## VALSE HÉSITATION AU PSU

Participer ou non à la renégociation du programme commun, avec au bout la perspective de signer sa nouvelle mouture, tel est un peu le problème qui se posait au PSU. Finalement, il semble que la direction nationale ait opté pour une solution plus compliquée, consistant à faire un pas dans ce sens sans aller jusqu'au bout.

Au cours d'une conférence de presse, le dirigeant Michel Mousel a déclaré : la renégociation du programme commun *«ne nous concerne pas. Par contre, nous sommes prêts à donner notre avis sur toute une série de points qui feraient l'objet de discussions (...) Nous constatons, à cet égard, que le récent comité central du parti communiste a laissé la porte ouverte à ce type de débat»*.

En effet, pour le PSU, *«le programme commun contient de nombreuses propositions positives. Mais son caractère essentiellement gestionnaire, étatique et productiviste entre en contradiction avec nombre d'exigences qui s'expriment déjà et qui seront amplifiées par une victoire de la gauche»*.

En somme, tout en continuant à affirmer qu'il n'est pas d'accord sur le fond, le PSU essaie de trouver le moyen de discuter avec le PCF. Cependant, l'*«Humanité»* a passé complètement sous silence cette prise de position de la direction du PSU : il ne semble décidément pas que le PCF soit disposé à accepter une telle attitude comme base de négociation. De ce côté-là, on attend certainement de voir le PSU faire des pas supplémentaires vers l'union de la gauche. Cela ne sera pas facile.

**NOTRE NUMÉRO :**

**636.73.76.**

# LUTTES OUVRIÈRES

## SECTEUR PUBLIC

# MOUVEMENT LARGEMENT SUIVI

### A Marseille

## PRÈS DE 8 000 MANIFESTANTS CONTRE LE PLAN BARRE MAIS PAS DE PERSPECTIVES

Environ 8 000 manifestants se sont regroupés derrière la banderole unitaire CGT-CFDT et FEN où l'on pouvait lire : *«Non au plan Barre, pour de véritables négociations dans le secteur public et nationalisé»*. Comme traditionnellement à Marseille, le cortège CFDT moins important que celui de la CGT, a tranché par sa combativité et l'actualité de ses mots d'ordre, lancés et chantés à pleins poumons. Communaux et postiers CFDT, reprenaient ensemble : *«Le régime, c'est la matraque, Giscard-Barre veulent réprimer, c'est tous ensemble qu'il faut frapper»... «Gouvernement des exploiteurs, non ! Le pouvoir aux travailleurs, oui !»*, mais aussi un mot d'ordre qui entraînait l'approbation de gens nombreux sur les trottoirs : *«N'attendons pas les élections pour imposer nos revendications !»* Les tenants du programme commun n'ont eu qu'un refrain connu à proposer : *«Union, action, programme commun»*. Il est significatif que dans les endroits du cortège CGT, où avait réussi à se placer le syndicat de la Santé, des Services Sociaux CFDT et la banderole unitaire CGT-CFDT de l'hôpital Edouard Toulouse, les cortèges CGT, tel que celui du CHU de la Timone et de l'Assistance Publique de Marseille reprenait avec enthousiasme le mot d'ordre : *«Le plan Barre, c'est du bidon, Giscard-Barre, nous ont trompé, c'est tous ensemble qu'il faut lutter !»*. Ce sont là des signes encourageants pour ceux qui veulent lutter résolument contre le plan Barre.

Les animateurs comme les communaux, n'ont pas épargné leur patron Defferre, sur une affiche, on pouvait lire : *«Animation en France, style Giscard Barre = répression syndicale à la mairie»*. La manifestation s'est dispersée sans qu'aucune perspective de lutte ne soit proposée, ce qui explique que plusieurs sections syndicales aussi bien CGT que CFDT, ainsi que le SGEN aient refusé de participer à cette journée qui a été ressentie pour beaucoup comme une journée sabotant la journée de mobilisation du 1er mai. En effet, aucun appel n'a été lancé, au moment de la dispersion pour la participation au 1er mai. Nombreuses sont des sections syndicales qui avaient peu mobilisé pour cette journée, préférant se consacrer à la préparation de la mobilisation du 1er mai de lutte mémorable, comme l'ont promis les postiers CFDT.

R. RIVIERE

### Rouen

## 5 000 manifestants

Alors que 40 entreprises sont en lutte en Seine-Maritime, et notamment Bertel, depuis 15 jours, la mobilisation pour cette journée d'action aura été à Rouen diversement suivie. A en juger par le taux de grévistes enregistrés par les sections syndicales, *«le ras-le-bol des 24 h»* s'est affirmé d'une manière très nette, dans deux secteurs notamment : 30% de grévistes seulement aux chèques postaux, et sous représentation des postes, généralement à la pointe de la lutte. Par ailleurs, tout au long de la manifestation, qui rassemblait 5 000 participants, c'est justement de ces *«24»*, dont on a parlé : *«Peut-on démarrer après de telles journées»*, voilà notamment ce que des cheminots venaient discuter.

Mais dans l'ensemble, après le traditionnel cortège, jusqu'à la préfecture, (la CGT et la CFDT ont déposé une motion de protestation contre *«l'intransigeance du gouvernement»*), la manifestation s'est dispersée rapidement sans avoir rien apporté de net. Quant aux initiatives qui pouvaient être prises aujourd'hui, pour briser le morcellement réel qui caractérise le redémarrage des luttes dans la région, seuls les membres du PCF étaient satisfaits de ce qu'ils appellent, une démonstration de force... regrettant peut-être que *«le mot d'ordre du programme commun»* était très peu repris aujourd'hui.

Bureau de presse de Rouen

### Angers

## 2 000 personnes dans la rue

Près de 2 000 travailleurs du secteur public (EDF, GDF, PTT, Santé, municipaux, enseignement...) se sont rassemblés devant la Bourse du Travail. Le cortège s'est ensuite rendu en manifestation devant la préfecture ; parmi les mots d'ordre les plus repris, citons : *«Titularisation des auxiliaires»*, *«Du travail, oui, le plan Barre, non»*, *«Non au démantèlement de la Sécurité Sociale»*. Il faut noter également que les tentatives du PCF pour faire reprendre son mot d'ordre habituel : *«Union, action, programme commun»* n'ont rencontré que l'indifférence des travailleurs. Au cours de la manifestation, nous avons été rejoints par les Carriers de Trélazé au nombre de 500 qui venaient de manifester devant le siège des ardoisières. Depuis plusieurs semaines, les carriers font des grèves perlées de 2 heures, par chantier, pour obtenir les revendications suivantes :

— progression du pouvoir d'achat

— non aux suppressions d'emploi.

Malgré une certaine réticence face aux grèves de 24 heures programmées à l'avance, les travailleurs des ardoisières et de la Fonction Publique ont montré leur détermination à lutter contre les attaques quotidiennes du pouvoir. Ils ont également démontré ce qu'ils pensaient des mesures sociales dérisoires du plan Barre-bis.

Correspondant Angers

### Caen :

2 500 grévistes ont manifesté hier à Caen à l'appel des syndicats du secteur public. Les postiers étaient nombreux dans la rue ce 28 avril, le centre de tri de «Caen-gare» était en grève à 100%. Les mots d'ordre contre le plan Barre-bis faisaient l'unanimité. Un syndicaliste CFDT des postes nous précisait que les travailleurs avaient été nombreux à répondre à des mots d'ordre proposant un développement de la lutte au-delà de cette grève de 24 heures.

Aux manifestants du secteur public, s'étaient joints des travailleurs de plusieurs entreprises du privé. En particulier, les ouvriers de Blaupunkt engagés dans une lutte qui dépasse cette simple journée d'action.

### Auxerre

De nombreuses sections CFDT et aussi CGT se sont prononcées contre la grève et ont expliqué leur refus dans des motions ou en diffusant des tracts, dans lesquels elles s'élèvent contre les manœuvres électoralistes des confédérations et contre ces grèves qui ne peuvent faire céder le pouvoir. La CGT qui, le 27 janvier s'était opposée à la lecture des motions «non unitaire» a paré le coup cette fois en appelant à un rassemblement à 10 h 00 sans en avertir la CFDT, ainsi les secteurs qui ont fait grève en expliquant pourquoi, n'auront pas pu s'exprimer.

### Bordeaux

18 000 participants à la journée d'action hier à Bordeaux. Les employés de la fonction publique fort nombreux, n'étaient toutefois pas les seuls, loin de là, dans les rues de la ville, à manifester leur refus du plan Barre-bis et leur volonté de lutte : étaient présents aussi les ouvriers du secteur privé, avec à leur tête ceux actuellement en lutte : Bordeaux Sud (métallurgie) en lutte depuis un an contre la fermeture, les tissages St Joseph (même situation), Crama qui multiplie actuellement les débrayages pour l'obtention de diverses revendications.

Le cortège nombreux et très combatif *«laisse prévoir un 1er mai important»* disaient certains syndicalistes.

Correspondant Bordeaux

### À Paris

À Paris, comme dans les autres villes de France, le mouvement de grève de 24h lancé hier dans le secteur public et nationalisé a été largement suivi. Dès 7h du matin, il ne roulait plus aucune rame de métro et les bus se faisaient rares.

À l'EDF-GDF, la grève était très suivie et les coupures de courant nombreuses. Dès mercredi soir, le trafic ferroviaire était considérablement ralenti. «Un train sur 3 ou 4 suivant les gares» annonçaient les radios. En fait, il y en avait beaucoup moins que cela. À Austerlitz par exemple, le trafic banlieue était complètement interrompu tôt hier matin. Dans toutes les administrations et les ministères, il n'y avait guère d'employés. De même, dans les PTT, une large participation était enregistrée. Dans les banques par contre, la mobilisation était inégale.

Vers 9h30, les premiers cortèges commençaient à se rassembler à la gare St Lazare. Bien après 10h, ils continuaient d'arriver. Combien étaient-ils ? Plusieurs dizaines de milliers, sans doute 50 000, peut-être plus. Parmi les cortèges de tête, plusieurs centaines d'éboueurs parisiens qui ont attaqué leur deuxième semaine de grève reprenaient massivement les mots d'ordre. Le cortège s'ébranlait vers 10h30 et prenait la direction du Palais-Royal.

Dans la manifestation, les délégations de communaux étaient fort nombreuses ainsi d'ailleurs que les personnels hospitaliers. Les employés de l'EDF et ceux des PTT étaient également bien représentés.

Ce qui frappait surtout dans cette manifestation, c'était les mots d'ordre offensifs essentiellement dirigés contre le plan Barre. «Union, action pour nos revendications» ou «Giscard-Barre nous ont trompés, c'est tous ensemble qu'il faut frapper» supplantait très largement le fameux «Union, action, Programme Commun». Celui-ci était en fait très peu repris, ni même très peu lancé par les voitures-sonos. Dans les rangs des différents cortèges ou sur les trottoirs, on discutait ferme. L'exaspération des travailleurs est à son comble. Le contenu dérisoire des toutes récentes mesures que Barre vient d'annoncer à l'assemblée générale est ressenti par les travailleurs comme une provocation. Alors se repose le problème des moyens à mettre en œuvre pour faire échec à ses sinistres projets. Mais tout de même dans des termes un peu nouveaux. Les discussions dans les réunions ou les assemblées générales qui ont préparé cette journée du 28, ont souvent été houleuses. Va-t-on enfin s'engager dans une riposte à la hauteur de l'attaque giscardienne, ou continuer de faire patienter les travailleurs à coups de journées d'action ? Pour les directions confédérales le choix est fait ; malgré les déclarations fracassantes, il n'est pas question pour Séguy-Maire de se lancer dans «des actions illégales» !

Les travailleurs, ceux du public comme ceux du privé, auront à mener bataille pour que s'impose la voie de la lutte.

Gérard PRIVAT

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## COUP BAS CONTRE LES LOCATAIRES

La loi de septembre 1948 taxant les loyers des appartements anciens a vu son domaine d'application se restreindre progressivement. Les appartements les moins dégradés ont été pour une bonne part exclus de ce régime locatif qui limite sensiblement les prix des loyers et assure aux locataires certains droits, comme le maintien dans les lieux. Les propriétaires veulent maintenant abroger totalement cette loi qui limite leurs bénéfices. Une récente proposition de loi du député RPR Pierre Bas va dans ce sens. Sans s'attaquer de front au principe de la loi elle cherche à introduire une modification qui aurait pratiquement pour effet de supprimer son application.

Dans l'exposé des motifs, Bas propose *«d'exclure du bénéfice du maintien dans les lieux les locataires ou occupants qui occupent des locaux en vertu d'un titre d'occupation postérieur à la date d'acquisition des dits locaux pàr le propriétaire»*. Cette disposition concerne la majorité des locataires des logements soumis à la règlementation de 1848. En effet à part les personnes âgées qui n'ont jamais déménagé, ce qui est assez rare, surtout lorsqu'il s'agit de travailleurs, tous les autres locataires ou presque occupent leur logement depuis une date plus récente que la date d'acquisition de l'appartement par le propriétaire.

Si cette proposition de lois est adoptée, elle laisserait les mains libres aux propriétaires de logments soumis à la loi de 1948 pour augmenter leurs loyers ou pour expulser leurs locataires, elle aurait en même temps pour effet, en supprimant la catégorie des loyers les moins chers de faire monter l'ensemble des loyers.

### Responsables de la mort d'un ouvrier à Chalampé

## CINQ PDG DE RHONE POULENC INCULPES

**Cinq dirigeants et non des moindres de Rhône-Poulenc se sont vus signifier mercredi par M. Germain Sengelin, juge à Mulhouse, leur inculpation pour *«blessures et homicide involontaire»*. Ces inculpations sont l'aboutissement de la longue instruction menée à la suite d'un «accident» survenu à l'usine de Rhône-Poulenc de Chalampé (Haut-Rhin) qui avait fait un mort et une dizaine de blessés.**

Wilfrid Baumgartner, ancien PDG de Rhône-Poulenc S.A., Jean-Claude Achille, ancien directeur général de Rhône-Poulenc S.A., Roger Delbès, ancien PDG de la Société des usines chimiques Rhône-Poulenc, André Pacoud, ancien directeur de cette société et actuel directeur de la division Recherches de cette même société, Gérard Vuillard, directeur de l'usine de Chalampé... voilà la brochette de hauts dirigeants que le juge Sengelin a estimés responsables de ce qui s'est passé le 26 mars 1974 à Chalampé. Ce jour-là, le réservoir d'acide lactique explosait, tuant un électricien d'une entreprise extérieure et blessant dix ouvriers.

D'emblée, Rhône-Poulenc tentait de masquer ses responsabilités, en déclarant que *«l'accident était imprévisible»*. La réalité est tout autre, comme l'a révélé le syndicat CFDT Chimie du Haut-Rhin.

Rhône-Poulenc procédait à Chalampé au démarrage de la fabrication industrielle de l'acide lactique, destiné à l'industrie alimentaire. Or,le procédé chimique de fabrication n'était qu'au stade de l'expérimentation. Et les premières expériences montraient que de nombreux problèmes se posaient : les réactions chimiques n'étaient pas maîtrisables. C'est en parfaite connaissance de cause que les dirigeants de Rhône-Poulenc aujourd'hui inculpés, ont pris la décision criminelle de passer sans attendre à la fabrication industrielle. La société avait, avec ce procédé, le monopole mondial de la fabrication et les investissements pouvaient être amortis en quatre ans. C'est à ses profits que Rhône-Poulenc n'a pas hésité à sacrifier la vie de ses ouvriers.

Dans ces conditions, parler d'«homicide involontaire» est encore en dessous de la vérité. Néanmoins, la décision du juge de Mulhouse apparaît importante à plusieurs titres. D'abord, les inculpations de patrons pour les «accidents» du travail ne sont pas si fréquentes et Guichard, quand il était ministre de la justice, a particulièrement insisté pour que les patrons, «la chance de ce pays», ne soient pas inquiétés. D'autre part, trois ans s'étaient écoulés depuis la date de l'accident et l'affaire semblait destinée à être enterrée.

Cependant, on peut penser que ces inculpations vont susciter l'«émotion» des patrons, comme lors de l'inculpation et de l'incarcération de Chapron par le juge Charette. Rappelons que Chapron, après avoir été sorti de prison avec diligence a été totalement amnistié 18 mois plus tard.

Les dirigeants de Rhône-Poulenc seront-ils condamnés comme ils le méritent ? On peut en douter !

## Deux nouveaux projets de centrales nucléaires

Une nouvelle enquête d'utilité publique concernant la centrale nucléaire de Saint-Maurice-l'Exil va s'ouvrir du 2 mai au 30 juin dans une vingtaine de communes 4 réacteurs géants de 1 300 mégawatts sur les bords du Rhône, à 17 kms en aval de Vienne, Les travaux commenceraient en 1979.

Dans le Gard, à Saint-Étienne-des-Sorts, EDF a l'intention aussi de construire une centrale nucléaire. La municpalité va organiser un référendum ; les organisations écologistes contestent cette initiative : elles estiment que ce sont tous les habiants de la région qui doivent être consultés.

Ces projets montrent l'inquiétude d'EDF qui, devant les luttes contre ses centrales, cherche à s'assurer le maximum de sites.

## Lettre ouverte de Mireille Bressolles

Mireille Bressolles continue sa grève de la faim. Elle a adressé une lettre ouverte, parue mercredi, à Soisson, maire d'Auxerre, au Préfet et à la directrice de la DDASS. Elle demande un poste d'agent pricipal en détachement dans un hospice. Mireille Bressolles ajoute : *«Les humiliations endurées, les difficultés rencontrées, les portes fermées, j'ai ressenti celà profondément comme une atteinte grave à la dignité de chaque travailleur placé dans une position analogue»*.

Pendant ce temps, les partis de l'union de la gauche, et les syndicats CGT et CFDT ont demandé à être reçus par Soisson, le préfet et la DDASS. Cette démarche se fait complètement en dehors du comité de soutien à Mireille Bressolles.

La vigilance s'impose car la délégation de la gauche semble vouloir, sous prétexte de «réalisme» admettre la déqualification contre laquelle se bat Mireille.

Correspondant

*RECTIFICATIF :*
*Dans le QdP d'hier il fallait lire : «Résidence universitaire d'Orsay» et non «Cité universitaire de Paris» dans l'article sur le meeting anti-impérialiste de l'AGEG.*

## Ekofisk : échec de la tentative de colmatage

L'«optimisme» affiché par les responsables de la Phillips Petromeum a été démenti par les faits : alors qu'ils assuraient mercredi matin que «dans quelques heures» le colmatage pouvait être terminé, la tentative devait être abandonnée mercredi, les hommes de Red Adair étant épuisés.

Hier matin une sorte de «bouchon» a été fixé sur la conduite mais il a sauté peu après sous la pression.

Une deuxième tentative a également échoué. Dans la soirée une nouvelle tentative devait être faire. Les spécialistes ont déclaré qu'en cas d'échec, il faudrait au moins une semaine avant d'espérer réussir le colmatage.

Depuis hier, la fuite est passée de 4 à 5 000 tonnes par jour. En tout ce sont 25 000 tonnes qui se sont répandues.

### LA LOIRE POLLUEE PAR LE FUEL

*Depuis mardi, une nappe de fuel s'étale sur plusieurs kilomètres du cours de la Loire, à Nevers. Des travaux de réparation de cuves aux ateliers SNCF de Vauzelles sont à l'origine de cette pollution qui va empêcher la reproduction de nombreuses espèces.*

### CARPIAGNE (VAR) UN SOLDAT ÉCRASÉ PAR UN CHAR

*Le comité de soldats du camp de Carpiagne (centre d'instruction de l'armée blindée) a révélé qu'un jeune appelé a été écrasé par un char lors des manœuvres de nuit. Le comité demande une enquête pour établir les responsabilités.*

## PARIS UN JOUR DE GRÈVE

Curieux climat que celui du Paris ensoleillé d'hier. Tout le monde ou presque marchait à pied, les trottoirs étaient remplis, et finalement les gens n'étaient pas pressés, *«puisque de toutes façons, on est en retard, vaut mieux en profiter pour se ballader un peu»*. Si quelques-uns se risquaient à essayer de descendre dans les couloirs du métro, ceux qui en remontaient leur disait de ne pas insister. Aux carrefours, les agents gesticulaient pour essayer de pallier leur inéfficacité : c'était l'embouteillage, le vrai, l'énorme.

Il faisait beau à Paris, le soleil était là, les ordures aussi, car les camions-bennes remplis de militaires et escortés de flics étaient eux aussi pris dans les embouteillages. Tant mieux, pour les éboueurs, et pour les bidasses, qui briseront moins la grève...

Et tout à coup, sur le trottoir, des drapeaux rouges. Ce sont des postiers qui se rendent à la manifestation, et qui forment déjà un petit cortège. Eux comme les autres, jettent un regard méprisant sur la longue file de cars noirs remplis de gardes-mobiles, et qui va «protéger» le ministère des Finances. Et quand, en début d'après-midi, la manifestation sera terminée, les rues resteront chargés des tracts des travailleurs en lutte. Personne ne les balaiera, pas les hommes de main de Chirac, ils sont déjà passés dans les beaux quartiers, pas les éboueurs, ils sont en grève et ils étaient en tête de la manifestation.

### HOUILLERES ASSASSINS !

*Au puits Vouters de Merlebach (Moselle), Edmond Bojoly, 42 ans marié et père d'un enfant, est mort en tombant dans une cage d'ascenseur. La porte s'était ouverte normalement mais l'ascenseur n'était pas là. Le mineur a fait une chute de dix-huit mètres. Depuis longtemps déjà, l'ascenseur fonctionnait mal sans que les Houillères ne se décident à le faire réparer.*

### EDF AU TRIBUNAL

*L'association pour la défense de Malville et la fédération Rhône-Alpes de la protection de la nature ont assigné EDF devant le tribunal des référés de Lyon, pour obtenir l'arrêt des travaux du surrégénérateur Superphenix de Creys Malville. Selon les associations, non seulement l'enquête d'utilité publique n'a pas été publiée mais le décret d'autorisation de construction n'est pas paru officiellement.*

# INTERNATIONAL

Moyen Orient

# INTENSE ACTIVITE DIPLOMATIQUE AUTOUR DES PROJETS DE REGLEMENT

### LA CONFÉRENCE DE GENÈVE NE SE RÉUNIRA PAS CETTE ANNÉE

Si la Conférence de Genève n'est pas convoquée et si un règlement juste n'est pas atteint, si les territoires arabes et les droits nationaux du peuple palestinien ne sont pas rétablis, alors la Syrie, la Jordanie et l'Egypte et tous les pays arabes essaieront sans hésiter de parvenir à ces objectifs par la force.

La Syrie ne peut faire aucune concession à Israël pour atteindre la paix. *«Nous n'avons rien à céder»* a déclaré Assad, le président syrien à la presse britannique à l'issue d'un voyage du ministre des affaires étrangères anglais. Cependant, Assad s'est gardé de fixer une date limite, signalant seulement que des efforts importants étaient encore nécessaires pour parvenir à un règlement.

*«Le rejet par Israël de toute participation de l'OLP n'est pas seulement un refus de discuter avec les palestiniens, mais au contraire c'est un refus de reconnaître les droits nationaux légitimes du peuple palestinien»* avait précisé Assad, qui voit là une des causes de l'impossibilité de tout règlement.

### VISITE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ANGLAIS

Ces propos ont été tenus par le président syrien alors que le ministre des affaires étrangères anglais était venu auprès de lui plaider le projet américain de foyer national palestinien, le guetto dans lequel Carter a proposé d'enfermer le peuple palestinien en Cisjordanie. *«Le monde entier reconnait maintenant que la question d'un foyer palestinien sera l'un des points essentiels de la négociation»* devait-il déclarer à un banquet, indiquant ainsi que les État-Unis entendent que cela seul soit discuté.

### HUSSEIN VEUT UNE CONFÉDÉRATION

Au cours de son voyage aux États-Unis, Hussein a repris à son compte la proposition de création d'un foyer national palestinien en Cisjordanie et à Gaza, qui serait confédéré au royaume hachémite. Cette proposition avancée à plusieurs reprises par les américains n'avait jamais été acceptée jusque là par Hussein. Les américains trouvent un allié au sein des pays arabes sur ce point. En réalité, ce n'est qu'un aspect du plan américain pour un règlement ; l'autre aspect est la définition de «frontières défendables». C'est-à-dire après l'annexion pure et simple de territoires occupées en 1967. Tandis que Assad refuse une telle proposition qui amputerait le Golan syrien, Hussein n'a rien à y perdre en acceptant les frontières défendables si, en échange, il reçoit un droit de regard sur ce qui reste de la Cisjordanie et Gaza.

Reste que les conditions dans lesquelles se déroulent les discussions repoussent d'autant toute perspective que la conférence de Genève s'ouvre rapidement.

### ISRAËL : RAJUSTEMENT HÂTIF SUR LES POSITIONS AMÉRICAINES

*«Notre position sur la conférence de Genève est que nous préférerions que celle-ci soit reportée plutôt que nous ayons à nous rendre à une conférence qui n'aurait pas été très bien préparée dans le détail. Nous pensons qu'il est préférable de reporter la conférence de Genève que de la voir échouer»* a déclaré un porte parole isralien. Singulier retournement ! La vieille Peres, le premier ministre dans son premier discours affirmait que les discussions sur le règlement pouvaient s'ouvrir en 1977. Le lendemain, il doit rajuster sa position : Carter, à l'occasion du voyage de Hussein l'a repoussée *sine die*, en affirmant qu'un report était préférable à un échec. Dans ce discours, Peres s'était montré particulièrement arrogant, affirmant que même Hussein et Sadate *«qui parlent de la fin de l'état de belligérance ne sont pas prêts à y mettre le prix»* c'est-à-dire à laisser Israël s'étendre à sa guise.

### LES GASPILLAGES DE L'ARMÉE ISRAÉLIENNE

*«Des vols estimés à plusieurs millions de livres ont été perpétrés dans les dépôts de l'armée, on y a laissé pourrir des quantités de denrées périssables»* c'est ce que révèle le rapport annuel du contrôleur d'etat israëlien. Une armée modèle en effet aussi bien dans son organisation que dans ses crimes contre le peuple palestinien !

## U.R.S.S. UNE NOTE DIPLOMATIQUE AUX PAYS ARABES

***Selon le quotidien du Caire Al Ahram, le ministère des affaires étrangères égyptien a en mains une note diplomatique envoyée par l'URSS à différentes capitales arabes. L'URSS y accuserait l'Égypte de préparer une agression contre la Lybie et demanderait aux capitales concernées de se prononcer sur ce point immédiatement.***

## Allemagne : prison à vie pour les accusés de la RAF

Le procès de Stammheim vient de se terminer. Les accusés, membres de la fraction armée rouge, dite bande à Baader, ont été condamnés à la prison à vie. Ulrike Meinhof, l'une des accusés avait été retrouvée l'an dernier pendu dans sa cellule sans fenêtre et sans crochet, où elle ne disposait de rien, ces cellules entièrement nues, blanches toujours éclairées complètement silencieuses dans lesquelles Schmidt avait fait enfermé ses prisonniers.

Au jour de leur verdict les accusés avaient refusé de suivre les débats depuis plusieurs semaines et poursuivaient depuis trois semaines une grève de la faim, luttant avec la dernière énergie contre l'alimentation forcée.

Grande Bretagne-RFA

# LES DIFFICULTES DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Des élections partielles ont eu lieu hier dans deux circonscriptions tenues par les travaillistes en Grande-Bretagne. Compte-tenu de la très faible majorité dont dispose le parti travailliste à la chambre et de la proximité des élections municipales cette élection est suivie de près par le gouvernement. En particulier, le siège de l'ancien ministre des affaires étrangères Anthony Crosland qui était détenu par ce parti depuis 1945 semble pouvoir passer aux conservateurs.

Par ailleurs, la social-démocratie allemande ne parait pas en bien meilleure posture. Alors que les positions de la démocratie chrétienne ne cessent de se renforcer, elle est en proie à des difficultés interne de plus en plus grandes. Le président des «Jusos», l'organisation de jeunesse de ce parti a été suspendue de ses fonctions pour 1 mois après avoir préconisé des actions ponctuelles en commun avec les révisionnistes. La direction du SPD a demandé son exclusion définitive. Une autre personnalité social-démocrate, Erhard Eppler, président de l'État du Bade-Wurtemberg a déclaré : *«Rien de ce qui préoccupe le citoyen ne se retrouve dans le programme du parti.»*

Décidement, l'Europe social-démocrate ne se porte pas très bien.

## L'Inde maintient ses relations privilégiées avec l'U.R.S.S.

Rien n'a changé semble-t-il dans les relations de l'Inde et de l'U.R.S.S. malgré la défaite électorale d'Indira Gandhi. Le ministre soviétique des affaires étrangères Gromyko est rentré de New Delhi après avoir signé toute une série d'accords commerciaux avec le gouvernement de Morarji Desai. De plus les déclarations communes font état de *«convergences de vues sur de nombreuses questions»*. Plus précisément, elles font référence au renforcement de la coopération *«dans l'esprit du traité de paix d'amitié et de coopération conclu en Août 1971»*. Un dirigeant du parti gouvernemental avait pourtant réclamé l'abrogation de ce traité avant l'arrivée de Gromyko.

## Une entreprise soviétique propose à Israël de commercer

Une entreprise soviétique d'import export a demandé à sa filiale française, la société Inorg, basée à Paris, d'envoyer une proposition de commerce à la chambre de commerce de Tel Aviv Jaffa. C'est la première fois depuis 1967 que les Soviétiques prennent ainsi contact avec une entreprise commerciales israélienne, ce qui équivaut à briser le boycott organisé par les pays arabes contre l'État d'Israël.

A Tel Aviv les Israéliens exultent. Le directeur de la chambre de commerce dit à qui veut l'entendre *«ce n'est pas un accident. C'est un message»*.

Après avoir tout fait pour faire reconnaitre l'État d'Israël, avoir expédié en Israël des dizaines de milliers de personnes, après avoir pris des contacts diplomatiques secrets avec les diplomates israéliens, l'URSS s'achemine vers un rétablissement des relations officielles soviéto-israéliennes.

États Unis

# CARTER POSE DES CONDITIONS A LA VENTE D'URANIUM

Le congrès américain a été saisi d'un projet de Carter visant à réglementer les ventes d'uranium enrichi. Les États Unis sont les principaux fournisseurs d'uranium notamment pour l'Allemagne fédérale et pour la France.

*«Si notre politique est trop faible, nous nous retrouverons incapables de restreindre une prolifération nucléaire mondiale»* a-t-il déclaré. Il ajoutait que si les États Unis n'avaient pas des contrats d'approvisionnements en combustibles nucléaires avec des clients étrangers, ils *«perdraient un important moyen de contrôle»*.

Aussi d'un côté les États Unis vont poser des conditions draconniennes à leurs clients pour qu'ils ne s'équipent pas en moyens de production de combustible nucléaire, sous peine de se voir privés de combustibles et d'un côté ils vont augmenter leur production d'uranium enrichi destiné à l'exportation.

*Brockdorf : Ils ont obligé Schmidt à réduire son programme nucléaire.*

Par ce moyen, ils veulent à la fois préserver ce qui reste du monopole nucléaire partagé entre les USA et l'URSS, et conserver leur prééminence sur le marché nucléaire mondial.

### RÉDUCTION DU PROGRAMME NUCLÉAIRE ALLEMAND

Le gouvernement allemand a réduit de un tiers le programme nucléaire pour 1985. A cette date la production nucléaire devrait être de 30 000 mégawatts contre 45 000 précédemment prévus. Le budget pour l'énergie s'élève à dix milliards de francs d'ici 1980, les deux tiers sont consacrés à l'énergie prévus. Le budget pour l'énergie nucléaire notamment pour la mise au point de surrégénérateurs capables de produire du plutonium, ce qui s'oppose directement aux incitations américaines visant à faire abandonner cette production par les autres pays. Il prévoit également la mise au point d'usines de retraitement pour assurer l'auto suffisance de l'Allemagne en combustibles nucléaires. Les discussions avec les USA seront serrées.

# INTERNATIONAL

## Confession d'un agent de la CIA

La Central Investigation Agency, autrement dit la CIA, l'entreprise d'espionnage et d'intervention US qui s'est tristement illustrée à maintes reprises dans des circonstances telles que le renversement d'Allende au Chili ou le récent coup d'État fasciste de Thaïlande, a aussi ses difficultés : pour n'y avoir trouvé que des *«désillusions»* un de ses agents vient de la quitter. Dans une lettre ouverte au nouveau directeur de l'agence, Johan Stockwell, diplomé de l'université du Texas et vétéran de la marine, explique les raisons de sa démission.

Et tout d'abord, ce qui est mis en cause par Stockwell, c'est la totale incapacité, la nullité des dirigeants de la CIA. Trois missions successives en Afrique l'ont convaincu de la profonde inanité de l'intervention américaine dans ce continent. *«Je me posais de plus en plus de questions sur la valeur et la justification des entreprises pour lesquelles nous travaillions si dur en général»*, écrit-il dans sa lettre. *«J'essayais de me convaincre que mon rôle était d'agir et non d'évaluer l'importance de mon action, jugement qui appartenait aux autorités de Washington. Cependant, cela devenait de plus en plus difficile à mesure que j'examinais successivement tous les maillons menant à ces autorités»*, maillons incarnés par des chefs aussi ignorants les uns que les autres des réalités africaines.

Surtout, Stockwell est écœuré par la petitesse des intérêts qui animent les agents de la CIA, qui mènent une vie luxueuse et arrangent combines sur combines pour filouter quelques milliers de dollars : *«Quand je devins chef de secteur, un gradé m'offrit une tournée et, après m'avoir introduit dans le club réservé aux «chefs», se mit en devoir de m'instruire sur les divers moyens d'arrondir mes revenus de trois ou quatre mille dollars par an, libres de tout impôt, en manipulant les fonds opérationnels et de représentation qui m'étaient alloués».*

Reprenant point par point certaines des *«opérations sordides»* montées par la CIA en Afrique, Stockwell découvre que la lutte contre l'influence soviétique n'est souvent qu'un prétexte : *«Dans un poste que j'ai occupé, à Abidjan, il n'y avait aucune présence de bloc de l'Est ou des communistes, il n'y avait aucune subversion, les intérêts des USA y étaient limités...»*; ailleurs, cette lutte est menée de façon stupide ; ainsi au Burundi, où pour avoir voulu exploiter la sottise d'un ambassadeur soviétique, les agents de la CIA obtiennent du gouvernement son renvoi et.... son remplacement par un jeune ambassadeur beaucoup plus habile qui rendra les relations entre l'URSS et le Burundi plus étroites que jamais.

Le déballage des sales entreprises de la CIA se poursuit, sous un jour peu flatteur même pour l'habileté de l'honorable service : erreurs grossières en Angola, où affirme Stockwell, le mouvement de libération MPLA n'était pas, à l'origine, hostile aux USA : *«Est ce une surprise pour quelqu'un qu'un an plus tard, le gouvernement angolais ait permis aux exilés zaïrois fraichement armés, d'envahir la Province du Shaba au Zaire ? La CIA est-elle pour lui un ami ?... Après qu'elle ait encouragé Mobutu (mis en place par l'impérialisme us) à taper sur le lion angolais, celui-ci va-t-il aider Mobutu à rétablir la situation ? Qui pourrait soutenir que notre intervention en Angola n'a pas provoqué la présente invasion du Zaire, qui pourra même nous conduire à la perte de ses riches mines de cuivre ?»*

Plus grave —pour un Américain tout au moins— Stockwell découvre que la CIA ne respecte guère les citoyens de son propre pays : *«Je fus gravement troublé de découvrir à quel point la CIA, en fait, a violé sa charte et est devenue un organisme de surveillance et de machinations montées contre les citoyens américains. Je n'ai pu faire le compte des centaines, des milliers de vies brisées par les petites aventures à courte vue de la CIA».*

*«J'eus un exemple particulièrement frappant... en 1964, de la haute conscience et des scrupules que la CIA mettait à se garder vierge de toute opération véritablement écœurante telle que meutre et coups etc... A cette époque, la CIA préparait l'assassinat de Patrice Lumumba...*

*«Il advint qu'il fut tué, non par nos poisons, mais parce qu'il fut battu à mort, apparemment par des hommes entièrement dévoués à d'autres qui étaient inscrit comme agents de la CIA et en percevaient le salaire. En mourant, Lumumba devint un martyr éternel, et, en installant Mobutu à la présidence du Zaire, nous nous sommes placés «de l'autre côté», le côté des perdants en Afrique Centrale et en Afrique du Sud».*

Stockwell décrit également plusieurs cas de machinations montées par la CIA contre certains de ses agents qui auraient pu devenir gênants. Quoique cette critique adressée à la CIA par l'un de ses anciens agents ne remette absolument pas en cause le principe d'intervention de l'impérialisme US à l'étranger, elle n'en est pas moins intéressante dans la mesure où, s'appliquant au fonctionnement interne de l'organisation, elle en montre le pourrissement et la faiblesse fondamentale.

Après 40 ans

## LA VERITE SUR GUERNICA

Il y a quarante ans, la ville de Guernica au Pays Basque était enfouie sous un tapis de bombes, un jour de marché, alors que la population affluait dans les rues.

Guernica, c'est la ville-symbole où l'on venait autrefois prêter serment de fidélité aux droits historiques du peuple basque. En la détruisant, sur l'ordre de haut État major franquiste, les nazis de la Légion Condor voulaient briser la résistance héroïque des basques contre le soulèvement fasciste.

Pour la première fois, on a pu célébrer cet anniversaire librement cette année.

*Guernica il y a 40 ans.*

Surtout, la version authentique des faits a pu être publiée de l'autre côté des Pyrénées. Pour la propagande fasciste officielle, en effet, ce sont les basques eux-mêmes qui auraient détruits leur ville... par provocation !

Des historiens connus mondialement comme Southworth —dont l'œuvre sur la guerre d'Espagne reste totalement censurée— ont pu rétablir la vérité devant des milliers de personnes rassemblées sur les lieux mêmes.

C'est la période qu'a choisi le poète révisionniste Alberti pour rentrer en Espagne après un exil de plusieurs dizaines d'années. Il sera candidat du PCE à Cadix, et a cru bon de déclarer : *«J'ai quitté l'Espagne le poing fermé parce que c'était la guerre, j'y retourne aujourd'hui la main tendue pour la réconciliation.»*

Namibie

## LES OCCIDENTAUX SE CONCERTENT

Les représentants de cinq pays impérialistes occidentaux (USA, France, Grande Bretagne, Canada, RFA) sont depuis deux jours au Cap où ils négocient avec Vorster, premier ministre Sud Africain le passage de la Namibie à l'indépendance. La Namibie est une ancienne colonie qui avait été placée sous «mandat» Sud Africain par l'ONU opur une durée déterminée. Malgré l'expiration de ce «mandat» le régime raciste a maintenu le territoire sous sa coupe.

Les puissances occidentales, qui savent qu'elles ne pourront pas lutter efficacement de front contre le peuple namibien veulent faire admettre la tenue d'élections sous contrôle de l'ONU avec la participation de la SWAPO qui mène la lutte armée en Namibie.

Les sud-africains s'y sont toujours refusés mais il semble que certains d'entre eux soient maintenant disposés à admettre des élections sous le contrôle des USA ou de la Grande Bretagne. Dans le même sens certaines personnalités de la minorité blanche de Namibie envisagent maintenant de donner une certaine place à la SWAPO dans un réglement négocié. Les impérialistes occidentaux possèdent un moyen de pression de poids puisqu'ils peuvent lever le veto qu'ils ont toujours opposé à l'ONU aux décisions de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud.

## LE PLAN CARTER

Le plan Carter se soldera par une augmentation des profits des trusts pétroliers américains. C'est ce qui apparaît à la lecture de certaines de ses dispositions d'abord soigneusement camouflées.

Il faut savoir tout d'abord que sur le marché américain, il existe deux sortes de pétrole : le «pétrole neuf» provenant de puits forés avant 1972 et le «pétrole vieux». Le pétrole brut «vieux» est vendu 5,25 dollars le baril contre 11,28 dollars pour le «neuf».

Avec son plan, Carter a créé une troisième catégorie de pétrole non soumise au contrôle et qui pourra atteindre le prix du brut du marché mondial, soit à ce jour plus de 13 dollars le baril. D'autre part, le prix du «neuf» sera automatiquement révisé en fonction de l'inflation, chaque année.

Enfin, le prix de l'essence ne sera plus soumis au contrôle de l'administration centrale.

Ces mesures ont été prises à la suite d'une intense campagne des «lobbies» du pétrole, commencée quelques semaines avant l'accession de Carter à la présidence. «Nous avons été soumis à un véritable bombardement de la part des lobbies» a confessé un conseiller de James Schlesinger.

### EL SALVADOR

L'ÉTAT DE SIEGE ***a été prolongé d'un mois par Molina à la suite de l'enlèvement du ministre des affaires étrangères, que ses ravisseurs avaient menacé d'exécuter, mercredi, si 37 détenus politiques n'étaient pas libérés. Les forces de l'ordre perquisitionnent dans la capitale.***

### ÉTHIOPIE

***Les Etats-Unis ont décidé de stopper toute aide militaire au gouvernement éthiopien. Par ailleurs plusieurs centaines de conseillers américains expulsés par le DERG évacuent précipitament le pays.***

### MEXIQUE

***Une mutinerie a éclaté, mardi dans la prison d'État de Jalisco, alors que la police cherchait des armes dans la prison. Un détenu a été tué, sept autres ont été gravement blessés.***

### MAROC

LE TROISIEME CONGRES ARABE DES RICHESSES MINIERES ***s'est réuni à Rabat. 21 délégations y sont représentées. La question de la création d'une institution permanente de concertation dans le domaine minier a été abordée.***

# les travailleurs face à la "machine" sécurité sociale

## Ça c'est passé à la Caisse Régionale d'Assurance Vieillesse de Nancy !

Le ministre de la Santé, Simone Veil a présenté le 14 avril dernier devant le Conseil des Ministres, un certain nombre de mesures (remboursement d'un millier de médicaments à 40 % au lieu de 75 %, forfait de 15 F par jour d'hospitalisation...), dont le contenu est maintenant largement connu.

Ces mesures préparent une «réforme» plus grave, si l'on en croit les exigences des patrons, telles que Chotard les a définies lors de l'Assemblée Générale du CNPF, le 18 janvier dernier ou telles qu'elles rentreront en application le 1er janvier 1978, lors de la fusion de tous les régimes de Sécurité Sociale (mise en place d'une couverture sociale à 3 niveaux, etc...).

Mais en attendant la mise en place de ces mesures qui démantèlent, si elles sont appliquées, tout le système de couverture sociale des travailleurs, c'est tous les jours que les travailleurs sont confrontés à cette machine bureaucratique qui leur est devenue étrangère et qui les exploite.

Les quelques exemples qui suivent se sont passés à la Caisse Régionale d'Assurance Vieillesse de Nancy. Pour spectaculaires qu'ils soient, ce ne sont en rien des exceptions.

*Les exemples qui suivent sont des «bonnes feuilles» tirées d'un dossier réalisé par la CFDT, qui paraîtra prochainement).*

### «CAR SI JE CRÈVE AVANT, CE QUE VOTRE SYSTÈME ESPÈRE...»

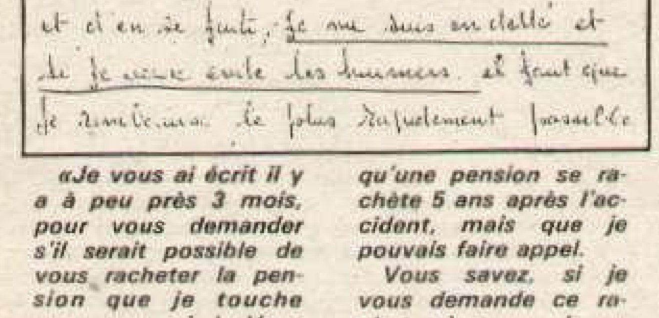
*«Le décompte de Nancy accuse 72 trimestres de cotisations de juillet 1930 au 31 décembre 1964, je ne l'invente pas !*

*Je suis dans la région parisienne depuis le 1/1/1965 en tant que salarié soit 11 ans au 31/12/75 : 44 trimestres dont 4 mois de chômage non reconnu. Je vous ai adressé en temps opportun un certificat de la Direction de la Main-d'Oeuvre des Yvelines pour la période du 1/2/70 au 31/12/70, sans doute perdu comme le reste, dans votre infecte bureaucratie.*

*Donc au 31/12/75, je cumulais 72 + 44 = 116 trimestres de cotisation au régime général de la Sécurité Sociale et non pas 91 trimestres au 31/12/74 comme il en ressort de votre décompte erroné et incompréhensible, cité en référence.*

*N. B : Je suis en activité civile et militaire depuis le 1/4/1929 à 14 ans, je fus immatriculé aux Assurances Sociales le 18/7/1930 sous le N°... Je pense ne pas avoir volé l'aumône dont la Sécurité Sociale me gratifiera un jour, je l'espère, ce qui n'est pas sûr, car si je crève avant, ce que votre système espère, pour le plus grand nombre, ce sera autant de gagné pour le dit système social, auquel un certain individu ajoute le mot avancé...»*

### «SI JE VEUX ÉVITER LES HUISSIERS...»

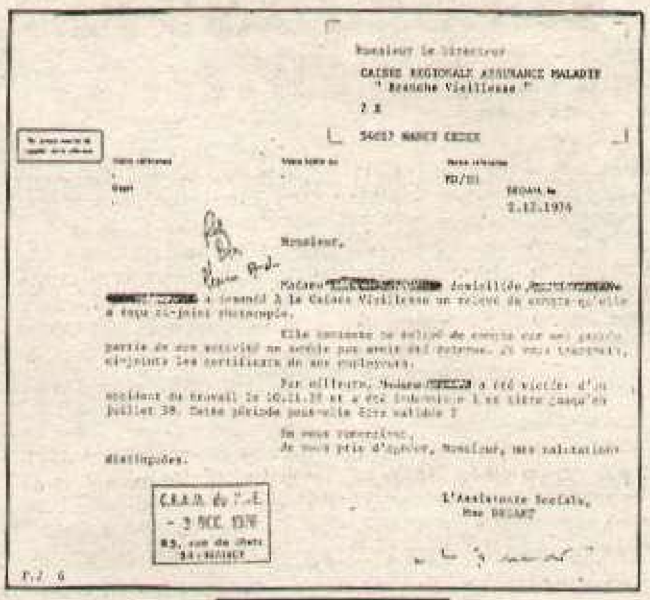


*«Je vous ai écrit il y a à peu près 3 mois, pour vous demander s'il serait possible de vous racheter la pension que je touche pour mon pied. Vous m'aviez alors répondu qu'une pension se rachète 5 ans après l'accident, mais que je pouvais faire appel.*

*Vous savez, si je vous demande ce rachat, c'est que je ne peux pas faire autrement ; je suis restée plusieurs mois sans travail et de ce fait, je me suis endettée et si je veux éviter les huissiers, il faut que je rembourse le plus rapidement possible. Et pour moi, la seule solution est ma pension. Alors je vous demanderais de faire tout ce qui est possible, et s'il y a acceptation de votre part, ce qui me sauverait et vous êtes ma dernière chance : je vous demanderais de me dire, si au bout des...»*

La Caisse Régionale paie la pension d'invalidité et la Caisse Primaire la liquide... Comment ce travailleur dans la misère, peut-il s'y retrouver ? Réponse à cette lettre : la CRAM lui envoie généreusement 100,20 F.

### Il manque tout simplement les salaires de 1947 à 1965 !

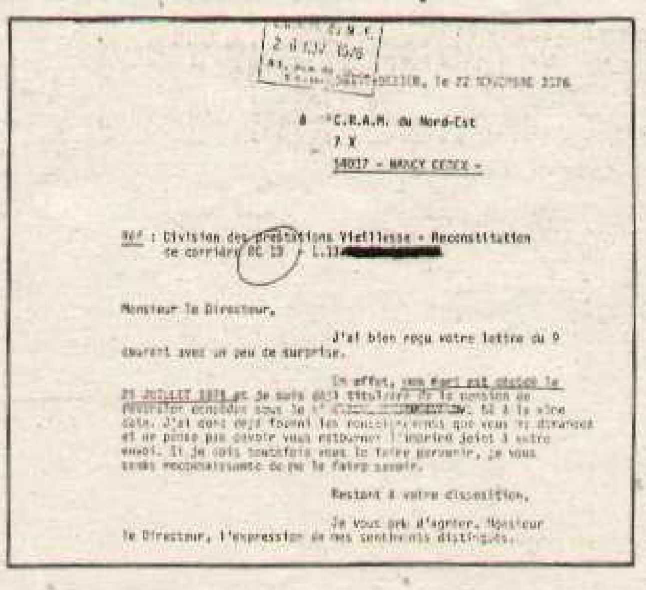


Monsieur le Directeur
CAISSE REGIONALE ASSURANCE MALADIE
" Branche Vieillesse "
7 X
54017 NANCY CEDEX

Monsieur,

Madame [redacted] domiciliée [redacted] a demandé à la Caisse Vieillesse un relevé de compte qu'elle a reçu ci-joint photocopie.

### Une demande de reconstitution de carrière adressée... à un travailleur décédé depuis 2 ans !



le 22 NOVEMBRE 1976

à C.R.A.M. du Nord-Est
7 X
54017 - NANCY CEDEX -

Réf : Division des prestations Vieillesse - Reconstitution de carrière RC 13 / L.13[redacted]

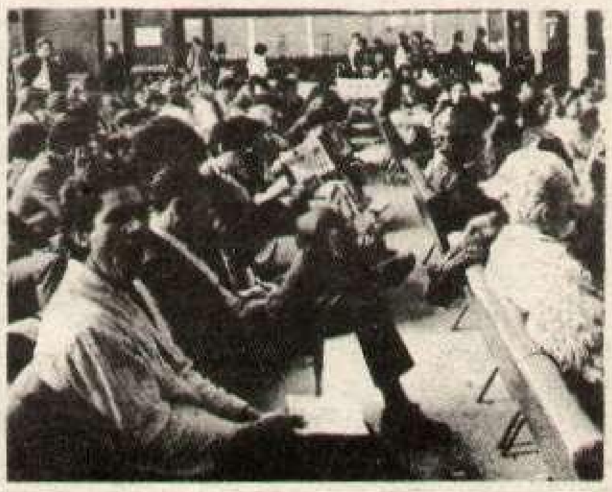
Monsieur le Directeur,

J'ai bien reçu votre lettre du 9 courant avec un peu de surprise.

Restant à votre disposition,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

## Les difficultés des vieux travailleurs face à leur caisse vieillesse



*Caisses de sécurité sociale : des heures d'attente... parfois pour rien. «Un système qui attend qu'on crève» !*

**3 régimes ont existé jusqu'à aujourd'hui :**
- **Les retraites ouvrières et paysannes de 1910 au 30/6/30.**
- **Les Assurances Sociales du 1/7/30 au 31/12/46.**
- **La Sécurité Sociale du 1/1/47 à nos jours.**

Par souci de modernisation, la caisse décidait de transcrire tous les comptes sur bande magnétique. Une société privée de Marseille (!), la société BIM s'adjugeait ce marché juteux de 353 millions pour 1976. Des mécanographes payés au rendement, non formés aux problèmes de la Sécurité Sociale, dépouillant des relevés de compte parfois vieux de 46 ans... cela donne 30 % d'erreurs avec, pour les travailleurs des conséquences graves. Certains vieux travailleurs se retrouvant avec des trimestres, voire des années entières de cotisations disparues.

Comme les originaux ont été détruits pour la période de 1947-1967, c'est à l'assuré de faire la preuve qu'il a effectivement cotisé. Comme le disait le directeur de la CRAM, Léonard («syndicaliste» FO) au journal *«Le pélerin»* du 28/12/76 : *«Nous ne voulons pas retirer aux assurés leurs responsabilités. Ils doivent suivre personnellement leurs affaires. Nous y tenons pour respecter leur dignité humaine»*. Belle hypocrisie derrière ce langage humaniste.

*«L'est Républicain»* du 24.8.76 écrivant : *«La CRAM pourra liquider les droits d'une retraite en 24 heures...»*

Alors que pour certains travailleurs, depuis la mise sur ordinateur, cela prend jusqu'à 9 mois !

Sous prétexte de rationalisation, l'informatique est surtout affaire de prestige et de profits pour les sociétés sous-traitantes. Pour les travailleurs, cela leur enlève tout pouvoir sur leurs propres affaires.

C'est ce que dénoncent de plus en plus les employés de la Sécurité Sociale. Ils jettent un regard critique sur le rôle de leur institution. Ils sont bien placés pour la juger : tous les jours, ils voient passer entre leurs mains des dossiers où se lit l'exploitation des travailleurs, comme dans les services prévention, tarification, vieillesse, maladie... ou bien les manœuvres plus ou moins légales par lesquelles les patrons refusent de s'acquitter de leurs cotisations en jouant sur le chantage à l'emploi comme le voient quotidiennement les employés de l'URCSAF (Union de Recouvrement des Caisses de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales), l'organisme chargé de percevoir les cotisations patronales.

# La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

## Samedi 29 avril 1871

Les Francs-Maçons (ils étaient des milliers à Paris) essayèrent d'abord de trouver une solution conciliatrice entre la Commune et Thiers. Mais Thiers, lors d'une entrevue, ayant bien montré son intention d'écraser Paris, les Francs-Maçons, le 26 avril, s'étaient ralliés solennellement à la Commune.

Lissagaray raconte : «Le 29 au matin, une foule énorme encombrait les abords du Carrousel, rendez-vous de toutes les loges... Six membres de la Commune les conduisirent à l'Hôtel-de-Ville, au milieu de la foule et des bataillons en haie. Une musique grave et d'un caractère rituel précédait le cortège... Les bannières et une nombreuse délégation pénétrèrent dans l'Hôtel-de-Ville. Ces étendards de la paix accolant le drapeau rouge, cette petite bourgeoisie qui joignait les mains avec le prolétariat sous l'image de la République, ces cris de fraternité ranimèrent les plus découragés.

En grand cortège, par les rues de Paris, les délégués accompagnés de quelques membres de la Commune gagnèrent les fortifications pour y planter leurs bannières blanches. Balles et obus s'arrêteront de siffler quelques heures.

Mais la délégation envoyée à Versailles sera à peine reçue par Thiers. Et les balles troueront les bannières de la paix plantées Porte Maillot.

Les Francs-Maçons décidèrent alors d'aller au feu : «Frères debout ! Que les traîtres et les hypocrites soient châtiés !»

# 30 AVRIL

à partir de 17 heures

CARTOUCHERIE DE VINCENNES

# FETE DE Rebelles

# 1er MAI

M° CHATEAU DE VINCENNES

## «RENCONTRER APPRENDRE, AVANCER DANS LA VOIE DE L'UNITE DES JEUNES».

Des jeunes de la Maison d'Accueil des Jeunes Ouvriers de Villeurbanne montent à Paris pour la fête de «Rebelles», pour participer au forum sur l'unité de la Jeunesse.

Beaucoup d'entre nous, à la MAJO sommes des exilés. Nous avons quitté la Drôme, la Loire, la Dordogne, ou encore les Vosges, parce que là-bas, il n'y a pas de travail pour les jeunes. Arrivés à Lyon, on se retrouve dans une impasse où on ne connait pratiquement personne en dehors de la MAJO. Ni les travailleurs des quartiers alentours, ni d'autres jeunes, qu'ils soient à l'école, au chômage, ou à l'usine. Très vite, on apprend ce qu'est la condition des jeunes ouvriers habitant un MAJO.

Nos conditions de vie se dégradent au même rythme que celle des travailleurs :

- augmentation des loyers, 22 % en 4 mois. 170 F pour une chambre à deux personnes.
- augmentation des repas, 22 % en 4 mois pour une moins bonne qualité.
- dégradation de tout ce qui conditionne notre vie : loisirs, etc...
- et plus grave, le risque de se voir sans arrêt, du jour au lendemain, licencier. Licenciés, pour nous, cela veut dire l'expulsion ou au mieux l'arrangement avec le directeur pour quelques mois, mais ce n'est jamais une solution.

Un autre mal dont nous souffrons, c'est l'isolement. Les relations entre les jeunes et la MAJO sont bien superficielles : les causes sont d'abord les conditions de travail dans les usines et leurs conséquences : la fatigue, la nervosité, et aussi les activités proposées à la MAJO car ce n'est pas la télé telle qu'elle est aujourd'hui qui va nous unir, faire qu'il y ait des échanges, que l'on discute ensemble, qu'il y ait des rapports ensemble d'amitié et d'unité.

L'isolement pour nous c'est aussi par rapport aux autres jeunes de Villeurbanne, car nous nous rendons compte que, contre le chômage, la répression par les CRS à Villeurbanne, nous allons nous unir aux jeunes chômeurs, à ceux qui sortent de l'école, et qui risquent de le devenir, car à eux comme à nous, cette société ne propose rien que le chômage et la misère. A ceux des autres MAJO, car nous pensons qu'il faudrait coordonner nos efforts, pour faire front à la politique de la MAJO et à celle de Barre.

Pour nous, aller à la fête de «Rebelles», c'est échanger des expériences, rencontrer, apprendre, pour pouvoir avancer dans la voie de l'unité des jeunes. Vive la fête de «Rebelles» !

Des jeunes ouvriers de la région de Villefranche et le cercle UCJR 3e

# Contre le capitalisme en crise
# Pour un 1er Mai de lutte
# UNE SEULE SOLUTION:
# LA REVOLUTION SOCIALISTE!

## PARIS

**MANIFESTATION** à 10 h. Place de la République

A l'appel du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste, des Communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge, de l'UCJR, et des JCMLF

## LYON

**SAMEDI 30 AVRIL**

**RASSEMBLEMENT** à 15 h 30

Place du Pont
A l'appel :
Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste
Communistes marxistes-léninistes de France
de l'Humanité Rouge

**Vaulx en Velin**

**FÊTE-DÉBAT** à partir de 18 h

Local de la ZUP des Grolières
Débat sur le socialisme que nous voulons
Montages de diapositives

**DIMANCHE 1er MAI**

**Vénissieux**

**MANIFESTATION** à 10 h

Place de l'ancienne mairie (place du Marché)
angle de la Rue Gambetta
A l'appel du PCR ml

## RENNES

**MANIFESTATION** à 10 h

Place de la Mairie
A l'appel de :
Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste
Communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge
JCMLF

**MEETING** à 20 h 30

Salle de la cité
rue St Louis
à l'appel de la section de Rennes du PCR ml

- Les travailleurs disent : *«cette société fait faillite, le capitalisme pour nous, c'est la misère.»*
- Un petit paysan des Côtes du Nord témoigne : *«Nous refusons cette société, nous voulons le socialisme»*
- Intervention de jeunes ouvriers
- Omnimanu : un mois après la grève, les ouvriers font le bilan.
- Intervention centrale : le capitalisme c'est la crise, la gauche c'est toujours le capitalisme, une seule solution la révolution socialiste.
- Projection du film de Med Hondo, sur la lutte du peuple sahraoui : *«Nous aurons toute la mort pour dormir.»*

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N° 77718 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

# Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

**ALAIN PRÉVOST**

**86e épisode**

Etienne ne pensait pas constamment à la mort de son père. Seulement, lors d'une marche, d'un travail ou d'un jeu, le brusque souvenir revenait, et chaque fois le visage de l'enfant devenait grave. Non qu'il s'apitoyât sur son sort, mais par respect ; ce même respect dont il fallait faire étalage, lorsque des équipes descendaient des corps de la montagne. Il essayait bien de pleurer, sans y parvenir. Il passait parfois des heures, allongé sur le dos dans l'herbe, à se persuader de son malheur. Il se comparait à ces orphelins des guerres de 14 et de 70, dont il avait lu les aventures dans des éditions spéciales pour la jeunesse. Il avait pleuré, en lisant ces livres. Aujourd'hui, ses yeux restaient secs, et s'il arrivait à en tirer une larme, c'était à force de les maintenir grand ouverts.

Une fois, à Saint-Agnan, une paysanne lui demanda des nouvelles de son père.

— Mon père a été tué, répondit-il.

— Ah ? Je savais pas. Je pensais pourtant bien qu'il devait y avoir quelque chose, depuis le temps que vous et votre sœur venez plus acheter de fromages.

Etienne apprit vite que, pour la plupart des gens, la mort d'un père se traduisait en formules toutes faites, dans le genre de « C'est bien triste », « Quelle misère, cette guerre, quand même ». Au village, il lui arrivait d'entendre une voix murmurer derrière son dos :

— Le père du petit, là, il a été tué.

Les gens ne se rendaient pas compte de ce qu'était la mort : lui-même, le comprenait-il ? Il n'en voulait à personne de ne pas comprendre. Il voulait avant tout qu'on lui fiche la paix.

Le 24 août, Etienne monta voir les ruines de La Chapelle et de Vassieux. De la montagne, ce village autrefois tricolore dans le ciel et dans ses champs, ressemblait à l'un de ces tas de cendres qui s'écroulent doucement le lendemain d'un feu de joie. Quand les jaunes et les rouges du feu ont crevé sous la pluie, il ne reste plus qu'une boue noire. Ainsi, après la guerre, il ne restait de l'héroïsme des uns et des autres qu'une boue noire sur laquelle se penchaient les survivants, quêtant des souvenirs de leurs morts.

Etienne cherchait un sens à cette désolation. Dans tous ses livres, des vainqueurs survivaient aux cadavres, aux ruines. Mais dans ce village, sur le plateau du Vercors, où trouver les vainqueurs ? Les Allemands partis, les maquisards partis, les morts enterrés, où était la victoire ?

Monté à Vassieux « pour voir ». Etienne avait vu. Ecœuré, il n'arrivait même plus à grimper les côtes et, traînant les pieds, il poussait devant lui son vélo.

La nuit tombait ; il faisait froid. Etienne entra dans une ferme, près de Saint-Agnan ; la radio gueulait par la porte ouverte. Il s'assit près du poste, sans donner d'explications ; on ne lui posa pas de questions.

Un homme parlait à la radio, un Français, au milieu d'éclats de voix, de mouvements de foule.

« J'ai quitté, il y a quelques instants, la Préfecture de Police de Paris... »

Etienne ne comprit pas. Il s'approcha du poste, comme si cela pouvait l'aider :

« J'ai traversé le pont, je suis arrivé sur la place de l'Hôtel-de-Ville, il y a quelques instants de cela, et je suis un peu calmé, mais je suis encore très ému. Ce que j'ai vu ? Mais oui, vous le savez, vous le comprenez. J'ai vu deux blindés, et, pendant une minute, une seconde, j'ai cru, parce que j'en avais l'habitude, que c'étaient deux blindés allemands. La chose était tellement belle que je ne pouvais l'imaginer. Mais non, c'étaient deux blindés de la division Leclerc, avant-garde de l'armée de la Libération... »

Les Alliés à Paris ! Etienne s'accrocha à la table. Il pouvait à peine le croire. Le speaker ne lisait pas des nouvelles : il criait, chantait, sa voix sautait de la joie à l'émotion, des larmes au rire.

« Depuis plusieurs heures, nous vivons au centre de Paris, dans la Cité, des moments inoubliables. A la Préfecture, mes camarades vous ont dit que l'on attendait les officiers supérieurs de la Division Leclerc et les autorités américaines et françaises... »

Le micro se promenait avec le speaker. De temps à autre, les bruits de foule se rapprochaient. Des gens hurlaient, des cloches sonnaient, des coups de feu claquaient, qu'Etienne prenait pour des feux d'artifice. Et ces cris, ces rires résonnaient contre les poutres de la ferme. Près de l'enfant, un vieillard ricanait, l'oreille collée au poste.

(à suivre)

# BLOC NOTES

## UNE AUTRE TELEVISION POSSIBLE?

L'autre soir sur la première chaîne, la soirée était consacrée au problème des systèmes de communication chez les animaux. Evidemment, il a fallu d'abord supporter le film américain sur les dauphins, avec doublage des vagissements produits à l'origine en anglais : ces petites bêtes avaient appris à cabotiner à Hollywood.

Mais, à condition d'avaler la pilule, on tombait ensuite sur des gens qui, pour une fois, connaissaient leurs métiers : chercheurs dans diverses branches de la communication, ils ont parlé ensemble des différentes espèces animales et de la façon dont elles se transmettent l'information.

On connaît l'histoire des papillons qui se reconnaissent à des kilomètres de distance. Mais il y a aussi les capacités techniques dont certains oiseaux font preuve dans la construction de leurs nids, les expériences faites avec des chimpanzés pour étudier leur capacité d'assimilation d'un langage symbolique, le monde des odeurs chez le chien...

Tout au long de la soirée, les scientifiques présents n'ont soulevé aucune querelle entre eux, n'ont mené aucun de ces soi-disants débats, dont la télévision a le secret, et qui, à force de platitude et de mauvaise foi, voudraient nous dégoûter de la confrontation des idées. Simplement, ils nous ont fait profiter de leurs connaissances, en échangeant librement leurs points de vue devant les caméras.

*Photo extraite du film sur les dauphins, qui précédait le débat.*

Une supposition : au lieu des séries américaines, faire souvent des émissions comme celle-là, où on n'a pas l'impression d'être à l'école mais où on apprend quelque chose... Mais ça serait une autre télévision ; ou au moins ça en ferait partie.

J.L.

### «Touche pas à mon gazon»

## L'ANTI «BONNIE ET CLYDE»

Dick and Jane, le couple de voleurs de «*Touche pas à mon gazon*» à part la pratique en commun du hold up n'a vraiment rien à voir avec Bonnie and Clyde illustré par Arthur Penn. Les bandits romantiques de l'Amérique de la grande dépression sont morts, car ceux dont nous parle Ted Kotcheff sont des cadres issus de bonnes familles.

Dick, cadre de la NASA, est brusquement licencié par son patron en raison de la crise qui succède aux programmes Apollo au lendemain de débarquement sur la Lune. Endetté jusqu'au coup pour sa super-maison située dans un quartier résidentiel de haut standing, Dick se retrouve bientôt à faire la queue au bureau de chômage avec l'employé qui balaye son bureau. Jane tente, sans réussite, de travailler. Elle demande, en vain, l'aide de ses parents. Un hold up dont ils ont été les premiers témoins leur montre «la voie».

De hold up en hold up, ils paieront toutes leurs traites et leur dernier cambriolage réalisé sur la caisse noire, celle des pots-de-vin de la NASA, permettra à Dick de devenir patron de la NASA.

Sur un ton léger, avec une drôlerie constante, ce film sans prétention, démolit bon nombre de vieux mythes américains.

Après la conquête de la Lune, il n'y a plus rien à conquérir. Les derniers pionniers sont au chômage, les parents de Jane sont attachés aux préceptes de l'histoire américaine traditionnelle. La seule façon de s'en sortir et d'améliorer son standing demeure le vol, montré comme le produit logique du système. Le seul ressort de cette société, c'est l'argent ; c'est la seule «religion» et la religion elle-même est fondée sur l'argent. Tous les rapports sociaux reposent sur l'étaiage de la richesse ; la NASA, cette vénérable institution, distribue des pots-de-vin.

Les rapports entre Dick et Jane tranchent sur ce qu'on voit habituellement au cinéma. Bien souvent, Jane sauve la situation alors que Nick est un peu ridicule. L'homme n'est plus le héros du couple.

Un film sans prétention qui n'est pas sans talent, dérision et humour sont de la partie, dans les répliques, les situations, et l'enchaînement des scènes.

S. LIVET

«Touche pas à mon gazon» film américain de Ted Kotcheff avec George Segal et Jane Fonda.

## Programme télé

### VENDREDI 29 AVRIL

#### TF 1

17 h 30 - La grande cocotte
18 h 05 - A la bonne heure
18 h 35 - GULP
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Bonsoir chef
19 h 20 - Actualités régionales
19 h45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Au théâtre ce soir : Mary-Mary
22 h 40 - Allons au cinéma
23 h 10 - Journal et fin

#### A 2

15 h 05 - Département S
15 h 55 - Aujourd'hui magazine
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 30 - Un juge, un flic (3). *Série policière*
21 h 30 - Apostrophes
22 h 45 - JOURNAL ET FIN

#### FR 3

18 h 45 - Histoire de France
18 h 50 - Des livres pour nous
19 h 05 - Des talents et des gens
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Journal
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Vendredi
21 h 30 - Scénario pour une ville
22 h 25 - Journal
22 h 40 - La télévision régionale
23 h 00 - Fin des émissions

# ce temps qu'on nous vole

Dans l'agglomération lyonnaise

Par Nathalie DULLIN

# L'ISOLEMENT POUR DES MILLIERS DE TRAVAILLEURS

*Louis Pradel, le précédent maire de Lyon et président de la Courly (Communauté Urbaine de Lyon), célèbre pour son amour du béton, se vantait d'un certain nombre de réalisations comme le nouveau centre commercial de la Part-Dieu, le réseau d'autoroutes convergeant sur Lyon, le complexe routier de Perrache, l'aéroport de Satolas... et le futur métro qui doit commencer à fonctionner en mai 78.*

*En plus de ce nouveau métro, dans l'agglomération lyonnaise, les TCL (Société Lyonnaise de Transport en Commun) mettent à la disposition d'une population de 1 100 000 habitants, 917 trolleybus et autobus, sur un réseau de 68 lignes, d'une longueur de 690 km. Ces chiffres correspondent à un réseau dense de lignes dans la ville de Lyon en particulier dans le centre : Bellecour, Part-Dieu , et à des lignes allant de la banlieue au centre de la ville.*

*Depuis plusieurs années, les ouvriers sont chassés de la ville de Lyon. La plupart se trouvent parqués dans des villes de banlieue. Des milliers de travailleurs sont ainsi entassés dans des ZUP, comme celles de Vaulx-en-Velin ou de Vénissieux, toutes deux municipalités du PCF, au nord-est et sud-est de Lyon. Une des caractéristiques de ces immenses cité-dortoirs est l'absence de vie sociale, l'isolement de milliers de travailleurs, isolement que la politique des transports mise en œuvre dans l'agglomération, ne fait que renforcer.*

*La ZUP des Minguettes, à Vénissieux, située à une dizaine de kilomètres du centre de Lyon, a été achevée en 1967. Elle comprend 9 000 logements, sur une surface de 200 hectares. Elle est desservie par quatre lignes d'autobus. Deux seulement existent depuis le début. Les deux autres sont récentes : l'une a été prolongée jusqu'aux Minguettes en 1975, et la deuxième, la seule ligne banlieue-banlieue, a été créée après 1972. Simple comparaison : le tout récent quartier de la Part-Dieux, quartier de prestige pour la bourgeoisie lyonnaise, de commerce et de bureaux, est déja traversé par plus de douze lignes d'autobus et de trolleybus : deux poids, deux mesures...*

*Des transports qui accentuent l'isolement des grands ensembles.*

## *LES RECLUS DE VÉNISSIEUX*

M. et Mme M. sont un jeune couple avec un enfant. Ils habitent à la ZUP des Minguettes à Vénissieux. Ils n'ont pas de voiture. *«Mon mari a eu du mal à trouver du travail. Même pour aller dans la zone industrielle de Vénissieux, ce n'est pas pratique, la plupart des bus vont au centre de Lyon. Ce n'est pas là que sont les usines ! Si j'ai arrêté de travailler après mon accouchement, c'est surtout à cause des problèmes de transport. Ça me fait perdre tout mon temps, et beaucoup de fatigue pour rien. Je travaillais aux Chèques Postaux. J'avais deux bus à prendre pour y aller.»*

*«Quand on arrive au travail, on est déjà crevé nerveusement ! Et quand j'étais enceinte, et que je ratais la correspondance, je devais attendre des fois 20 minutes debout, ce n'était pas drôle. C'est vrai qu'il y a beaucoup de lignes, mais pour nous, à part pour aller dans le centre de Lyon, à Bellecour ou à la Part-Dieu, il faut deux bus, et les correspondances sont mauvaises. Des bus, il n'y en a pas assez. Si le maire de Lyon prenait le car tous les jours ! Seulement, ce sont toujours les mêmes qui prennent le car. Le maire de Vénissieux, Houël, du PCF, il ne doit pas le prendre souvent non plus !»*

La présence d'une voiture dans un ménage résout-elle le problème ? M. C. travaille à la limite Bron-Villeurbanne et sa femme est ouvrière à Calor. Il y a une voiture dans cette famille. C'est M. C. qui la conduit. Il part à 6 h 15 le matin, avec sa femme qu'il dépose à Calor où elle commence à 6 h 45, puis il se rend à son travail. *«Nous avons encore de la chance que nos horaires correspondent. Mais quand je suis malade et que je ne peux accompagner ma femme, elle doit partir à 5 h le matin, elle a deux bus à prendre, et un quart d'heure à pied. Et la voiture, ça revient cher : environ 80 F d'essence par semaine, alors que les primes qu'on a, pour moi, c'est 10 F, pour ma femme, 40 F; ça fait 50 F... par mois.»* Quant à leur fille, handicapée physique, elle va dans un lycée technique de Lyon, aux Brotteaux, puisqu'il n'y en a pas plus près : *«Pour elle, au lycée, au début j'ai essayé le car : il y en avait pour 3/4 d'heure plus un km à faire à pied; j'arrive à marcher, mais c'était vraiment trop fatiguant, surtout que dans le bus, on est serré. Alors, je suis obligée de prendre le taxi tous les jours. Ça fait 40 F par jour. Normalement, il y a une loi comme quoi on devrait être remboursé mais on n'a encore rien vu venir. Ils devraient faire un lycée sur la ZUP, et s'arranger pour faire des transports avec les lycées».*

*La ZUP des Minguettes à Vénissieux : l'isolement ou la voiture.*

### L'ISOLEMENT POUR LES MÉNAGERES

*«Il n'y a pas que pour aller travailler que cela ne va pas»* poursuit Mme M.

*«Depuis que j'ai arrêté de travailler, je ne sors presque jamais de chez moi, parce que ça pose trop de problèmes. C'est presque pareil pour toutes les femmes ici, on vit dans l'isolement. Il n'y a rien sur la ZUP, et c'est impossible par exemple d'aller faire des courses en ville avec un gosse, l'après-midi. Il faudrait la journée, partir le matin. Le soir, entre 4 h et 6 h, les bus sont bourrés, et pris dans les encombrements. Il faudrait déjà plus de bus aux heures de pointe.»*

Pour améliorer la vitesse de circulation des bus, les TCL (Transports en Commun Lyonnais) mettent en place des couloirs d'autobus. Mais sur 610 km de lignes, il y a seulement 40 km de couloirs ! Un chauffeur de TCL nous disait que *«les commerçants sont à 100 % contre les couloirs, car les gens ne peuvent plus stationner avec leur voiture.»*

Et il semble que les maires du PCF soient mieux disposés à satisfaire les revendications des commerçants que celles des ouvriers de leurs communes qui apprécient les gains de temps apportés par les couloirs pour bus, là où ils existent...

*«Pour aller au cinéma, ce qui ne nous arrive pas souvent parce que, comme il n'y en a pas à la ZUP, il faut descendre à Lyon, on doit choisir une séance de 8 h, sinon c'est impossible de rentrer; après minuit, on est coincé.»*

Absence de loisirs sur la cité : à ce problème, les jeunes aussi sont confrontés. Aller «en ville», car il n'y a rien à la ZUP, ou à la campagne, pour changer d'air, nécessite mobylette ou voiture, si on veut éviter les contraintes des horaires des bus ou la longueur inconfortable des trajets.

### «LE MÉTRO, IL N'EST PAS FAIT POUR NOUS»

Et tout ce que les TCL trouvent à répondre quand des lignes de bus supplémentaires sont demandées par les habitants des quartiers populaires, c'est que ce n'est pas rentable.

*«Les TCL misent tout sur le métro».* La ligne de métro, qui sera ouverte dans un an, traverse Villeurbanne et dessert la Part-Dieu et la presqu'île. Elle ne passe pas par les quartiers populaires. Le métro doit en fait drainer du monde vers les commerces de luxe du centre ville. Des lignes de bus vont être mises en place, pour rabattre les gens au métro. *«En fait, avec ce métro, ils veulent nous faire aller là où ils veulent».* Il ne répond en rien aux besoins en matière de transport des travailleurs. Ce qui fait dire à Mme M. de Vénissieux : *«Ce métro, c'est leur métro. Il n'est pas fait pour nous.»* Une autre ligne est prévue, qui doit aller à la ZUP des Minguettes... en 1985.

A qui profite un tel entassement de travailleurs, comme celui que la bourgeoisie lyonnaise a réalisé à Vénissieux ?

Sinon aux promoteurs et à ceux qui veulent loger au minimum de coût ceux qu'ils exploitent au maximum ?

Une telle ZUP est-elle autre chose qu'une absurdité qui réduit les travailleurs à l'isolement et aux longs trajets ?

De telles absurdités, la France socialiste, qui s'attachera à satisfaire les besoins des masses, les refusera. Elle aura à intégrer l'habitat et l'emploi, tout en liquidant ce chômage.

Mais il faudra aussi régler le sort du lourd héritage du capitalisme. Sur l'avenir même de ces cités, les travailleurs de France auront à débattre et à trancher !

### UNE DÉCLARATION DE M. BATAILLE, LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TCL

*«Or, pour ceux-ci (les infirmes se déplaçant en voiturette), l'accès au métro serait de tout façon dangereux ; différences de niveau quai-voiture, temps réduits d'arrêts, freinages d'urgence, évacuation par le tunnel en cas de sinistres, etc... Il n'est pas souhaitable, pour leur propre sécurité, qu'ils soient mêlés au fort trafic de voyageurs valides ou pressés. Nous pensons, qu'à cet égard, d'autres solutions sont à rechercher, leur assurant un meilleur transport à un coût bien moindre pour la collectivité. Quand au problème des poussettes de bébés, il existe un certain nombre de modèles, qui peuvent être engagés dans les escalators. (...) Bien entendu, les grands landaus ne sauraient être admis ni dans les escalators, ni dans les rames, pour les mêmes raisons de sécurité que les voiturettes d'handicapés»...*

### *SI LE CHAUFFEUR A UN MALAISE, IL N'Y A PLUS PERSONNE !*

**La société TCL (Société Lyonnaise des Transports en Commun) est une société privée, chargée par le département du Rhône et la Courly (Communauté Urbaine de Lyon) de la gestion du réseau des autobus et trolleybus. Cette société privée dépend du groupe Empain-Schneider, fait preuve d'une abnégation insoupçonnée, puisqu'elle a accepté une affaire qui la met tous les ans en «déficit» ! C'est du moins ce qu'elle déclare...**

**TCL reconnaît pourtant qu'elle fait des affaires : *«Grâce à la suppression des receveurs, la rationalisation des méthodes d'entretien et la simplification des procédures administratives, la productivité a augmenté de 51 %».***

**Un chauffeur des TCL nous dit ce qu'il en pense : *«Nos conditions de travail sont infectes. Et ça ne fait qu'empirer : avant 72, on était deux par bus, un chauffeur et un receveur. Depuis 72, les receveurs sont supprimés. Les syndicats n'ont d'ailleurs rien fait contre. Nous, ça nous fait plus de travail. Et surtout, c'est une mesure qui va contre la sécurité. Le receveur avait près de lui une manette pour bloquer les freins au cas où il se passe quelque-chose. Cette sécurité n'existe plus. Si le chauffeur a un malaise, il n'y a plus personne. Je connais un chauffeur qui est tout d'un coup tombé paralysé. Heureusement, il venait d'arriver au terminus. Imaginez ce que ça aurait donné si ça avait été pendant le trajet !»***